

BILAN DE LA CONCERTATION

—
Concertation préalable décidée au titre de l'article L 121-17

Modification du SAR
pour le projet de centre
de stockage des
déchets de Cayenne

-

Dates de la concertation
Du 25 mai 2022 au 16 juillet 2022

Maryse GAUTHIER

Jean-Claude MARIEMA

-

Date de remise du rapport, le 16 septembre 2022
Modifié le 05 octobre 2022



Sommaire

Sommaire	2
Avant-propos	3
Introduction.....	3
Le projet objet de la concertation	3
La saisine de la CNDP	7
Garantir le droit à l'information et à la participation	7
Le travail préparatoire des garant.e.s	8
Avis sur le déroulement de la concertation	10
Synthèse des arguments exprimés.....	10
Synthèse des observations et propositions ayant émergé pendant la concertation	10
Demande de précisions et recommandations au responsable du projet.....	12
Précisions à apporter de la part du responsable du projet, des pouvoirs publics et des autorités concernées	13
Liste des annexes.....	14

Avant-propos

Le présent bilan est rédigé par les garant.e.s de la concertation préalable. Il est communiqué par les garant.e.s dans sa version finale le 16 septembre 2022 sous format PDF non modifiable au responsable du projet pour publication sans délai par ses soins, sur le site dédié au projet (art. R121-23 du Code de l'Environnement). <https://www.ctguyane.fr/concertation-la-realisation-dune-installation-de-stockage-de-dechets-non-dangereux-isdnd/>

Ce bilan a également été remis à cette même date à la Commission nationale du débat public.

Le responsable du projet publiera de son côté sous deux mois sa réponse à ce bilan ; réponse qui sera transmise à la CNDP par ses soins (R.121-24 CE).

Ce présent bilan est une version ajustée, republiée à la date du 05 octobre 2022, suite à une modification de l'annexe N°2 étant donné que certains éléments d'information n'étaient pas sourcés.

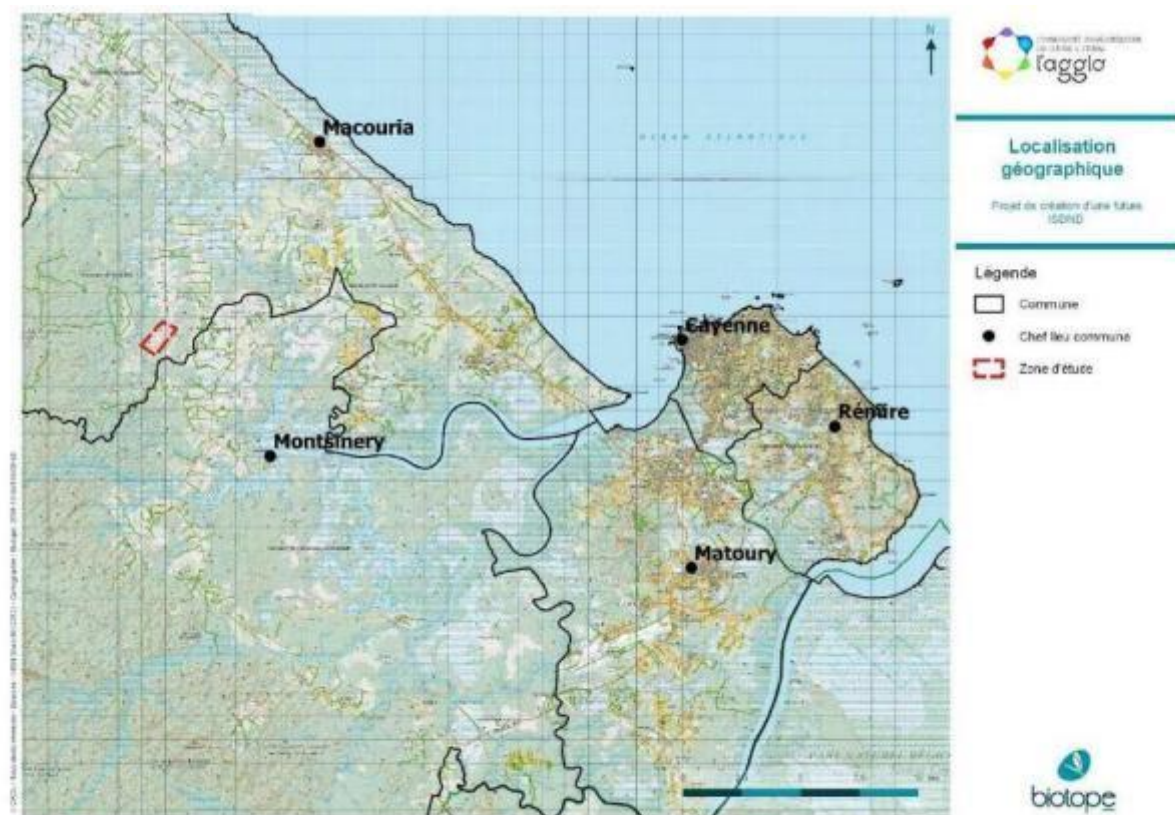
Introduction

Le projet objet de la concertation

- **Responsable du projet**

La Collectivité territoriale de Guyane (CTG).

- **Carte du projet ou plan de situation :**



Localisation géographique du projet de création d'une ISDND (source : Biotopie, 2020, Projet de création d'une future ISDND - Macouria 973, Dossier de demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèce protégée, CACL)

Figure 1 Carte extraite du dossier du responsable de projet

- **Objectifs du projet selon le porteur de projet**

Le projet de modification n°2 du Schéma d'Aménagement Régional (SAR), objet de la concertation préalable, fait suite à l'obligation de fermeture de l'actuelle décharge « LES MAROINGUINS » à Cayenne. En effet, cette décharge bénéficie d'une autorisation de stockage qui expire à la fin de l'année 2022 car jugée non conforme.

Par ailleurs, une croissance démographique oblige à anticiper et adapter de nouvelles installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND). La saturation de l'actuelle décharge est prévue pour décembre 2024. C'est donc dans un contexte décrit d'urgence et d'obligation de résultat que ce projet a été lancé.

- **La nécessaire mise en compatibilité du SAR**

L'ensemble des informations qui suivent dans cette sous partie sont extraites du dossier du responsable de projet, disponible sur le site de la concertation¹. La parcelle AT0003 sur laquelle est projetée la nouvelle ISDND est actuellement classée en tant qu'Espace Forestier de développement (EFD). Particulièrement protégés au titre notamment du Code forestier, ces espaces forestiers de développement représentent une superficie de 1 914 968 hectares du territoire du SAR (soit 22,79% du du territoire).

Le SAR a fixé des prescriptions générales applicables à ces espaces. En effet, les EFD doivent être maintenus dans leur vocation forestière, nécessitant une protection réglementaire et graphique au sein des plans locaux d'urbanisme concernés par ces espaces.

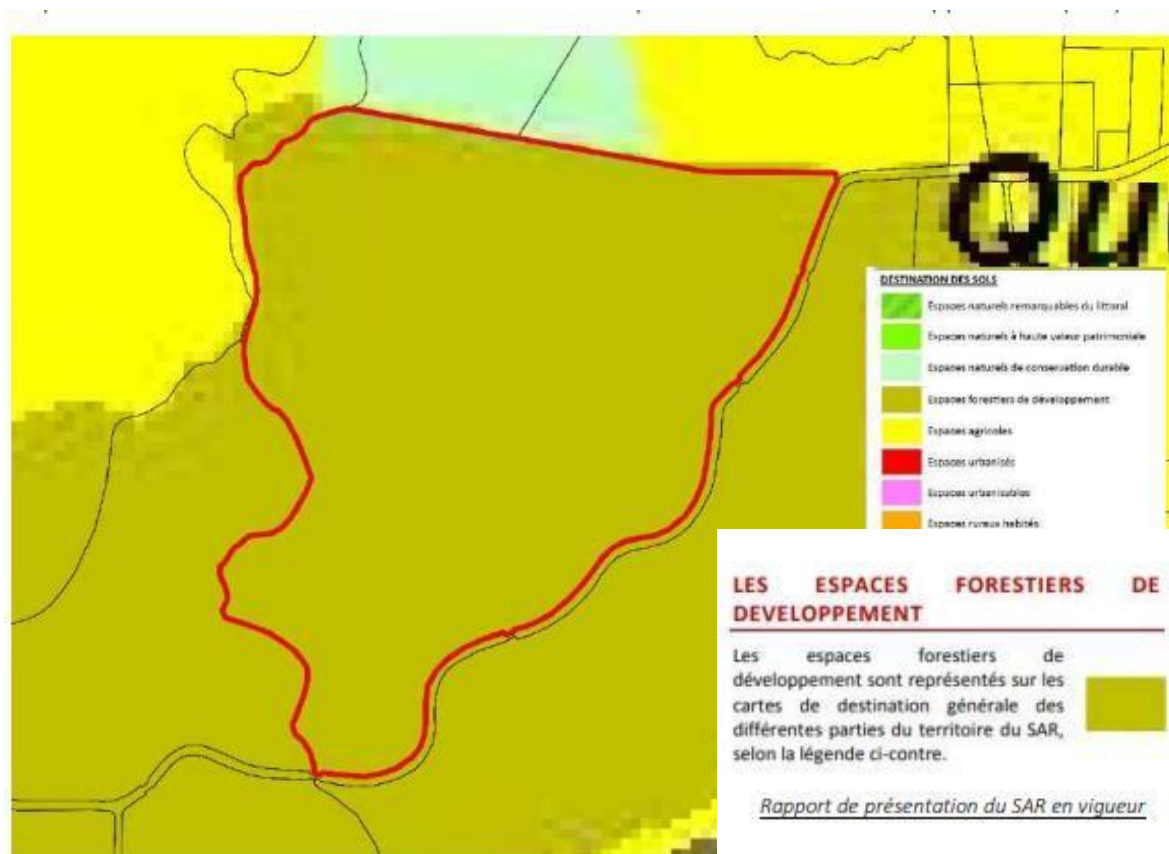


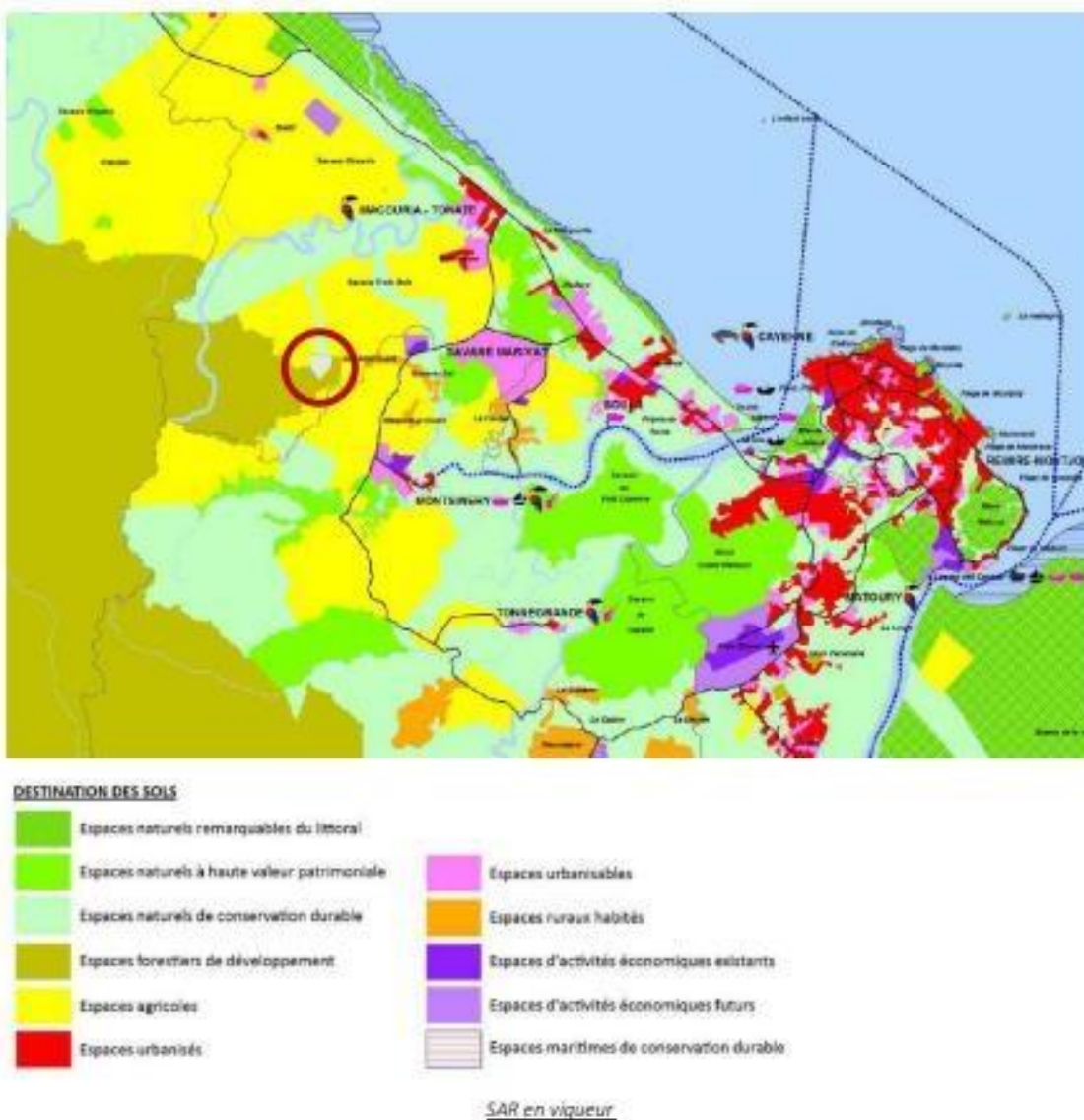
Figure 2 Localisation de la parcelle AT0003 sur la cartographie du SAR de Guyane, Source : Dossier du responsable du projet

¹ <https://www.ctguyane.fr/concertation-la-realisation-dune-installation-de-stockage-de-dechets-non-dangereux-isdnd/>

Afin de permettre la réalisation du projet, la parcelle AT0003 est reclassée en Espaces Naturels de Conservation Durable (ENCD).

Les espaces naturels de conservation durable représentent une superficie de 3 234 641 hectares du territoire du SAR (soit 38,49% du territoire). Il s'agit ici d'espaces possédant un caractère remarquable sans faire pour autant l'objet de protections réglementaires, ou participent de cette nature « ordinaire » qui apporte de multiples services écologiques. De ce fait, ces ENCD doivent être préservés et maintenus dans leur vocation naturelle.

Néanmoins, au sein des ENCD, est toutefois autorisée par dérogation la création des équipements et services permettant de répondre aux besoins de base de la population (adduction d'eau potable, gestion des eaux usées, transport d'électricité, production d'énergies renouvelables, déchets, téléphonie...), à condition que les communes ne disposent d'aucun autre espace mobilisable, à charge pour les documents locaux d'urbanisme d'en justifier la nécessité. Le projet est donc envisageable sur un ENCD. Seule la carte de vocation des sols est donc modifiée. Ce changement de vocation concerne 112,5 ha.



Modification n°2 du Schéma d'Aménagement Régional de Guyane // NOTICE EXPLICATIVE

40

Figure 3 SAR en vigueur, Source : Dossier du responsable de projet

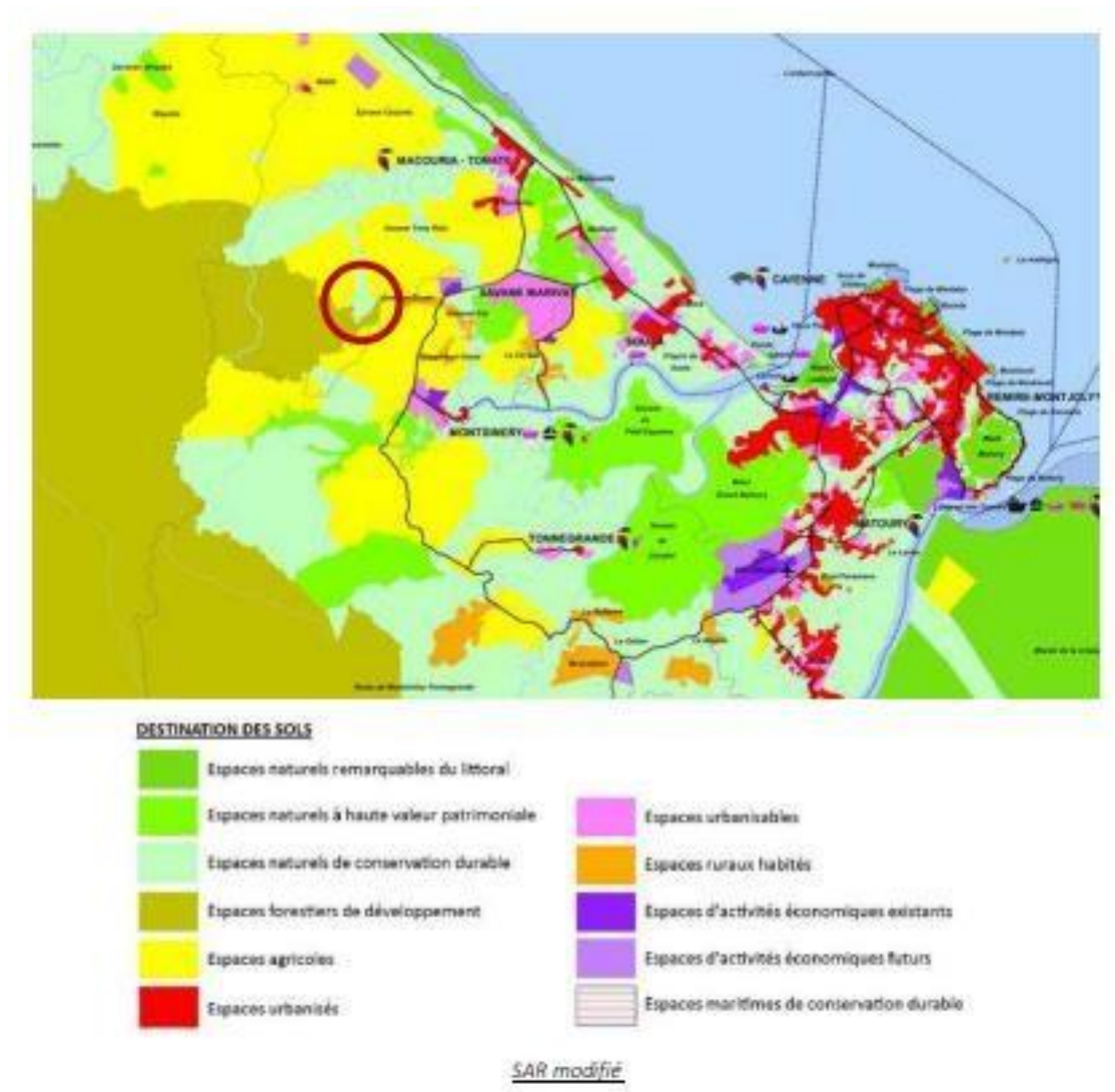


Figure 4 SAR modifié, Source : Dossier du responsable de projet

Contexte et caractéristiques du projet mis au débat

Dès 2015 la Communauté d'agglomération du Centre Littoral (CACL) commence la recherche d'un site qui puisse répondre aux objectifs (réduction des nuisances, préservation de l'environnement ...). En 2017, deux sites sont retenus et des investigations de préqualification sont engagées. Suite aux résultats de l'ensemble des études menées sur les deux sites présélectionnés (détails dans le dossier du responsable du projet), l'analyse comparative confirme une nette préférence pour le site B04-3 Secteur Quesnel Calumet.

Cette parcelle étant classée dans la zone « Espaces forestiers de développement » qui ne permet pas les équipements publics de type ISDND, une adaptation du SAR est nécessaire. Seule la carte de vocation des sols est concernée par cette modification.

A noter que la concertation ne portant que sur la modification du SAR, afin de l'adapter aux nouvelles orientations concernant l'ISDND, le dossier de la concertation ne laisse apparaître aucune option de concertation sur cette modification permettant au public de participer véritablement à l'élaboration de ce dossier.



Localisation des sites retenus par rapport au site actuel (source : Biotopie, 2020, Projet de création d'une future ISDND - Macouria 973, Dossier de demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèce protégée,

CACLI

Figure 5 Localisation des deux sites retenus pour les études de préqualification, par rapport au site actuel, Source : Dossier du responsable de projet

La saisine de la CNDP

Par décision lors des séances plénières du 02 mars 2022 et du 06 avril 2022, la CNPD a décidé d'organiser une concertation préalable selon l'article L121-17 et a désigné Madame Maryse GAUTHIER et Monsieur Jean-Claude MARIEMA comme garant.e.s de la concertation.

Garantir le droit à l'information et à la participation

« Toute personne a le droit, dans les conditions et les limites définies par la loi, d'accéder aux informations relatives à l'environnement détenues par les autorités publiques, et de participer à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement » - Article 7 de la charte de l'environnement. Il s'agit d'un droit constitutionnel, qui est conféré à chacune et chacun.

La Commission nationale du débat public est l'autorité indépendante chargée de garantir le respect du droit individuel à l'information et à la participation sur les projets ou les politiques qui ont un impact sur l'environnement.

Afin de veiller au respect de ces droits, la CNDP nomme des tiers garant.e.s neutres, qui ont pour rôle de garantir au nom de l'institution la qualité des démarches de concertation mises en œuvre par les porteurs de projet. Les attentes précises pour cette mission ont été formulées dans la lettre de mission du/ de la garant.e qui se trouve en annexe de ce bilan.

- **Le rôle des garant.e.s**

Un.e garant.e est une personne inscrite sur la liste nationale des garant.e.s, neutre et indépendante, nommée par la CNDP pour garantir une concertation, c'est-à-dire pour garantir le droit à l'information et le droit à la participation selon le Code de l'Environnement. L'absence de conflit d'intérêt est un prérequis indispensable à la désignation d'un.e garant.e. Pour chaque nouveau dispositif dans les territoires, la CNDP mandate un.e ou plusieurs garant.e.s pour garantir la qualité du dispositif participatif au nom de l'institution et dans le respect de ses principes ; à savoir l'indépendance vis-à-vis des parties prenantes, la neutralité par rapport au projet, la transparence de l'information, l'argumentation des points de vue, l'égalité de traitement et l'inclusion de tous les publics concernés. Chaque tiers garant.e est lié.e à la CNDP par une lettre de mission rendue publique qui leur présente leur rôle ainsi que les attentes de la CNDP vis-à-vis du responsable du projet. A l'issue de la concertation, les garant.e.s rédigent un bilan qui est transmis aux porteurs de projet, à la CNDP et à tous les acteurs.

- **Les objectifs de la concertation préalable**

Par ailleurs, l'article L.121-15-1 du Code de l'environnement précise bien que la concertation préalable permet de débattre :

- De l'opportunité, des objectifs et principales orientations du plan ou programme ;
- Des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ainsi que de leurs impacts significatifs sur l'environnement et l'aménagement du territoire ;
- Des solutions alternatives, y compris pour un projet, de l'absence de mise en œuvre ;
- Des modalités d'information et de participation du public après concertation préalable.

Tels sont les objectifs de la concertation préalable qu'il est bon de rappeler.

Le travail préparatoire des garant.e.s

Lors de la phase préparatoire de la concertation préalable, deux rencontres de travail ont eu lieu entre la personne responsable du programme, représentée par la Direction de l'Aménagement et les garant.e.s.

Lors de la première réunion ont été abordés les points suivants :

- Les dates et la durée de la concertation
- Le dossier de la concertation
- La publicité de la concertation
- L'organisation d'une réunion publique.

Concernant les dates et la durée de la concertation préalable du public, les garant.e.s ont mis en avant les dispositions de l'article R121-19 du Code de l'environnement qui précise que le dossier de la concertation doit être publié 15 jours avant l'ouverture de la concertation, au même moment que l'avis qui annonce la concertation.

A propos du dossier de concertation, nous relevons qu'aucun document ne nous a été transmis avant la publication de l'avis. Il s'ensuit que l'avis de l'annonce de la concertation a été diffusé avant que le dossier ne soit mis à la disposition du public, contrairement aux exigences de l'article R121-19 du code de l'environnement. La discussion qui a suivi a permis au maître d'ouvrage de reconsidérer les dates prévues pour la concertation. Contrairement à nos préconisations, le maître d'ouvrage a préféré prolonger la durée de la concertation plutôt que de reprendre la procédure dans son ensemble.

Nous avons rappelé lors de nos premiers échanges la nécessité de faire une communication la plus large possible. Ce qui est acté par le maître d'ouvrage.

Enfin, nous avons convenu de la nécessité d'une réunion publique à Macouria.

En complément de cette réunion, nous adressons une note récapitulative de nos premières observations. Voir en annexe 3 copie de la Note n°1 qui fait état de différentes anomalies marquant la préparation de la concertation préalable du public.

Par ailleurs, la CNDP, que nous avons saisie face à ces différentes anomalies, a adressé au président SERVILLE un courrier rappelant les obligations du maître d'ouvrage en la matière. Voir en annexe 4 copie de ce courrier.

Lors de la deuxième réunion de travail les échanges portent principalement sur le dossier de concertation. Une note nous a permis de synthétiser les remarques formulées à l'occasion de cette réunion de travail. Voir en annexe 5 copie de cette note.

Plus particulièrement, nous avons formulé des remarques quant à la compatibilité du dossier pour une mise à disposition pour le public. Ces remarques sont les suivantes :

Le dossier qui nous a été remis s'articule autour de cinq parties

- 1- Préambule
- 2- Présentation du projet
- 3- Mise en compatibilité des pièces réglementaires du SAR
- 4- Evaluation Environnementale
- 5- Résumé non technique

Notre observation principale est que ce dossier s'apparente davantage à un dossier d'enquête publique qu'à un dossier de concertation préalable. Les parties 3 – 4 – 5 sont des éléments qui relèvent d'un dossier d'enquête publique.

Par ailleurs, le projet y apparaît comme définitif. De fait, le public pouvait légitimement s'interroger sur les objectifs de la concertation préalable si l'opportunité même du projet paraît actée. Ainsi, le dossier de concertation apparaît-il comme un dossier d'information sur ce qui a déjà été décidé.

Deuxième remarque qui découle de la première. Il manque une partie explicative sur la concertation préalable elle-même. Cette partie explicative apporterait l'information au public pour l'aider à mieux appréhender le rôle qu'il doit jouer et par là-même à mieux participer à la concertation. C'est aussi l'occasion pour le porteur du projet de rappeler :

- Les principes de la concertation.
- Le rôle du public

Le porteur du projet peut aussi présenter ses attentes par rapport à la concertation : A quels enjeux doit répondre ce projet ? Comment y répondre ? Quelles sont les marges de manœuvre pour prendre en compte les remarques du public ?

Sur l'absence de cette partie explicative de la concertation préalable du public, aucune réponse particulière du maître d'ouvrage n'a été apportée.

Avis sur le déroulement de la concertation

Les conditions de déroulement de la concertation ont connu quelques vicissitudes au démarrage, présentées dans la partie précédente.

Au final, globalement, le public a eu accès aux documents. Avec cette réserve signalée plus haut relative à la qualité du dossier auquel il manquait tout le volet explicatif de la concertation, avec éventuellement, la présentation des éléments qui pourraient évoluer après concertation avec le public.

En réalité le dossier de concertation soumis au public ne présentait aucun espace de concertation. Le maître d'ouvrage n'a pu qu'expliquer, notamment lors de la réunion publique, la nécessité de ce projet d'ISDND en la forme présentée.

Cependant, le sujet a intéressé le public : 24 observations ont été adressées par mail au maître d'ouvrage et 11 personnes ont participé à la réunion publique qui s'est tenue à Macouria le 22 juin 2022.

Synthèse des arguments exprimés

Synthèse des observations et propositions ayant émergé pendant la concertation

La concertation préalable sur ce dossier de modification n°2 du SAR met en exergue des avis unanimement défavorables au projet d'ISDND et donc au projet de modification du SAR dans le cadre de cette opération. Ce sont d'abord les avis déposés sur le mail dédié à cette consultation préalable. 24 personnes se sont exprimées, quelques fois pour dire la même chose en reprenant les mêmes arguments. Voir annexe 7 copie du Tableau des observations.

Cette position fut rappelée en réunion publique, notamment par les agriculteurs présents, soulignant leur opposition au projet de création de l'ISDND. Et donc de la modification du SAR. Voir annexe 8 copie du compte-rendu de la réunion publique.

LES ARGUMENTS EXPRIMES PAR THEMES :

L'opportunité d'une modification du SAR, en vue de la création de l'ISDND

Quelques participants disent qu'« une décharge est en effet nécessaire en Guyane pour remplacer celle des Marigouins », mais toutefois tous les participants s'accordent pour dire que le territoire envisagé est inadapté. Plusieurs participants considèrent que « le territoire est vaste et il est donc possible de trouver un lieu à distance de parcelles agricoles et des habitations » ; « une alternative plus respectueuse de la population peut être trouvée pour ne pas prendre de risque inutile. D'autres participants considèrent que « l'implantation d'une ISDND à cet endroit, rendu possible par la modification du SAR ici proposée, s'avère impossible si les décisions administratives et économiques respectent les agriculteurs, habitants, et l'environnement des guyanais. S'il doit être implanté, malgré son classement passéiste, l'ISDND devrait être implanté dans un endroit approprié, hydrologiquement. »

Aussi, plusieurs participants considèrent que « l'accent et les moyens devraient être mis sur le tri des déchets, la pédagogie, le recyclage, l'autonomie alimentaire, et le compostage même en zone urbaine ; c'est-à-dire une politique anticipatoire concernant le traitement des déchets en Guyane ». D'autres ajoutent que cela est particulièrement important « à notre époque de réchauffement climatique ». En ajoutant « Ne détruisez pas la planète svp où ne faisons que passer ».

Quelques participants proposent une révision du choix du site d'implantation de l'ISDND de la CTG, portée par la CACL : en dehors des zones agricoles, en dehors des zones habitées, éloignée de la

bande côtière du littoral, sans déversement naturel dans un bassin hydrographique, mais dans le respect de la population, de la santé publique et des ressources alimentaires.

Certains participants considèrent par ailleurs qu'un tel projet ne serait pas envisageable dans d'autres pays : « un tel projet est interdit en France et pourquoi on peut le faire en Guyane ? », « ce genre de procédé est fortement déconseillé par la plupart des pays sensibles à l'environnement et au bien-être de ses habitants », ce projet « semble criminel compte tenu de la zone concernée », « ce projet semble une aberration compte tenu de la zone concernée et avec pour preuves les lois et l'expérience concernant ces installations ».

La distance entre la zone envisagée pour le projet de l'ISDND et les habitations et terrains agricoles avoisinant

Certains participants considèrent que « le rapport de la CACL n'évoque pas cela, mais des familles résident à proximité immédiate du site proposé et des agriculteurs sont implantés depuis 40 ans. » D'autres participants précisent que :

- Cette parcelle est enclavée dans un quartier habité de plus de 500 personnes
- Cette parcelle est mitoyenne et distante de 250 mètres de terrains agricoles et exploités depuis le plan vert (1982).
- Cette parcelle est entourée de 4 quartiers agricoles que l'ISDND impactera au niveau des eaux, des sols, de l'air : Quesnel-ouest, Trois Rois, Risque Tout ouest, la Césarée.
- Cette parcelle ne répond pas aux exigences hydrologiques obligatoires pour l'enfouissement des déchets : présence de 3 sources et d'une résurgence des eaux souterraines (mare forestière)
- Cette parcelle ne respecte pas le périmètre de sécurité donné par le législateur de 5 kms pour le captage d'eau potable : entreprise DIL0 à 2 kilomètres.
- Cette parcelle se situe en amont et à 250 mètres du bassin hydrographique des marais de Macouria, zone traditionnelle de pêche et directement connectée au littoral.
- Cette parcelle est la continuité de la Zone d'Intérêt Faunistique et Floristique de type II de Macouria (ZNIEFF), abritant sur les 112 hectares concernés 426 espèces terrestres de faune et de flore dont 37 protégées, remarquables et rares.

Un participant considère également que « la réalité des distances minimum obligatoires et légales entre ces lieux et celui du stockage des déchets, est très inférieure à ce que vous (le porteur de projet) indiquez dans votre projet. »

Les impacts du projet par rapport à l'environnement :

Plusieurs participants considèrent irresponsable ou aberrant de « transformer une forêt domaniale en ISDND au milieu d'agriculteurs, d'abatis traditionnels et de marais classé en ZNIEFF ». Ils considèrent que « l'impact environnemental sera totalement négatif pour la faune et la flore parmi lesquels se trouvent de nombreuses espèces protégées, dont deux sur la liste rouge de Washington. »

L'ISDND dans son fonctionnement « normal » engendrerait obligatoirement de la pollution qui touche l'air, les cultures environnantes, l'eau de surface et profonde (nappes phréatiques dont les puits agricoles. » « En cas d'accident, ce qui arrive fréquemment et en majorité des incendies, les conséquences seront catastrophiques engendrant notamment la pollution des marais de Macouria à 250 mètres et ses nombreuses espèces protégées. »

Une contribution propose de négocier le déplacement du périmètre du DFP de 50 km vers le sud (cf. carte et explication dans l'annexe n° 7).

Lors de la réunion publique les participants ont aussi exprimé des interrogations sur les risques de résidus toxiques des déchets issus de cette UVE, et la question des nuisances engendrées par le trafic de poids-lourds.

Les risques associés à un tel projet, par rapport au contexte géologique et hydrographique

Plusieurs participants évoquent le risque de pollution de la nappe phréatique, les risques d'inondations, et les risques de glissement de terrains. « Contrairement à ce que vous indiquez il y a réellement un risque de pollution dont la population guyanaise en sera la victime ». Les participants évoquent notamment la « présence d'une usine de forage d'eau avec mise en bouteille à 2km », ainsi que « des bassins de rétention d'eau utilisés pour l'arrosage des cultures ». « Boucher trois sources me paraît une idée très dangereuse, rappelez-vous le glissement de terrain de Cabassou dû à une source obstruée. »

Les risques associés en terme de santé publique :

Certains participants s'interrogent sur les impacts de cette décharge sur la santé, notamment lors d'une exposition sur le long terme : « en termes de santé publique, vivre à proximité d'une décharge implique une exposition chronique à la pollution générée par la décharge et on ne peut garantir un impact à long terme. Il en est de même pour les produits cultivés à proximité qui seraient exposés de façon chronique à cette pollution. Et malgré toutes les précautions prises, et même si on nous explique que cette pollution est minime, il n'empêche qu'être exposé sur plusieurs décennies tous les jours à une pollution même faible, a de fortes probabilités d'impacter la santé des personnes concernées. Les précautions prises pour garantir l'étanchéité et la non-diffusion des polluants dans les sols permettent de diminuer le risque mais ne garantissent pas l'absence de risque et ce d'autant que la pluviométrie est particulièrement importante en Guyane. Un des participants à la réunion publique observe que les représentants du maître d'œuvre ont été « incapables de me répondre sur les effets d'une telle installation sur la santé des hommes habitants autour ou consommant les produits agricoles produits pour les Guyanais et Guyanaises dans ce secteur. »

Les impacts sur l'économie locale

Plusieurs participants considèrent que ce projet mettra en péril l'activité agricole, ainsi que d'autres activités économiques de cette zone : le Zoo de Guyane, l'usine d'embouteillage de DILO, usine de transformation du wassaï, base ULM etc. Des exploitations agricoles et des abattis existent dans ce secteur. Plusieurs agriculteurs s'inquiètent de ne plus pouvoir « produire une agriculture saine » ainsi que d'une disparition totale de l'agriculture et l'élevage à Macouria. . Tout en considérant que le foncier agricole manque déjà. Les agriculteurs s'interrogent sur leur avenir et s'inquiètent de la disparition de leurs exploitations. Ils rappellent aussi que cette zone « ZNIEFF et ses abords n'ont pas été modifiés pour installer des agriculteurs, et maintenant vous nous demandez de la changer pour installer votre industrie. »

Demande de précisions et recommandations au responsable du projet

Ce que dit la loi sur le principe de reddition des comptes : « Le maître d'ouvrage ou la personne publique responsable indique les mesures qu'il juge nécessaires de mettre en place pour répondre aux enseignements qu'il tire de la concertation. » (L121-16 CE) Concrètement, suite à la publication du bilan de la concertation par les garant.e.s le responsable du projet ou la personne publique responsable de

l'élaboration du plan ou du programme décide du principe et des conditions de la poursuite du plan, du programme ou du projet. Il précise, le cas échéant, les principales modifications apportées au plan, programme ou projet soumis à la concertation. Il indique également les mesures qu'il juge nécessaires de mettre en place pour répondre aux enseignements qu'il tire de la concertation. Le bilan de la concertation et les enseignements tirés par le responsable du projet doivent figurer dans les dossiers de demande d'autorisation et ces documents font donc partie des dossiers d'enquête publique ou de participation publique par voie électronique.

Précisions à apporter de la part du responsable du projet, des pouvoirs publics et des autorités concernées

Il convient de répondre très précisément à l'ensemble des interrogations formulées durant la concertation.

Au vu des interrogations concernant les atteintes qui pourraient y avoir sur la nappe phréatique, les dangers de glissement de terrains et les impacts environnementaux, il paraît opportun d'approfondir par des études ces questions et de rendre publics les résultats.

Une étude des dangers devra être lancée, ceci pour répondre à toutes les inquiétudes relatives à l'impact sur la santé des hommes.

Liste des annexes

ANNEXE 1	Lettre de Mission
ANNEXE 2	Etude de Contexte
ANNEXE 3	Note n°1
ANNEXE 4	Courrier de la présidente de la CNDP à Monsieur SERVILE
ANNEXE 5	Note n°3
ANNEXE 6	Note n°4
ANNEXE 7	Tableau des observations
ANNEXE 8	Compte-rendu de la réunion publique

LA PRESIDENTE

Paris, le 3 mars 2022

Monsieur,

Lors de sa séance plénière du 2 mars 2022, la Commission nationale du débat public vous a désigné garant du processus de concertation préalable pour la modification du Schéma d'Aménagement Régional (SAR) de la Guyane.

Je vous remercie d'avoir accepté cette mission d'intérêt général et je souhaite vous préciser les attentes de la CNDP pour celle-ci.

La concertation préalable sur ce plan a été décidée en application de l'article L.121-17 du Code de l'environnement. Comme le précise cet article, « *la personne publique responsable du plan ou programme ou le maître d'ouvrage du projet peut prendre l'initiative d'organiser une concertation préalable, **soit selon des modalités qu'ils fixent librement, soit en choisissant de recourir à celles définies à l'article L.121-16-1.** Dans les deux cas, la concertation préalable respecte les conditions fixées à l'article L.121-16.* ».

Rappel des objectifs de la concertation préalable :

Le champ de la concertation est particulièrement large. Il est important que l'ensemble des parties prenantes ait connaissance des dispositions légales. L'article L.121-15-1 du Code de l'environnement précise bien que la concertation préalable permet de débattre :

- De l'opportunité, des objectifs et principales orientations du plan ou programme ;
- Des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ainsi que de leurs impacts significatifs sur l'environnement et l'aménagement du territoire ;
- Des solutions alternatives, y compris pour un projet, de l'absence de mise en œuvre ;
- Des modalités d'information et de participation du public après concertation préalable.

Cette lettre de mission vise à vous aider dans l'exercice de vos fonctions, notamment en rappelant à vos interlocuteurs ces exigences légales.

.../...

Mr Jean-Claude Mariema
Garant de la concertation préalable
Modification du Schéma régional d'aménagement (SAR) de la Guyane

Votre rôle et mission de garant : défendre un droit individuel

Dans le cadre de l'article L.121-17 du Code de l'environnement, la définition des modalités de concertation revient au seul maître d'ouvrage. La CNDP ne peut légalement les valider, néanmoins vous devez rendre publiques vos préconisations et leur prise en compte par le maître d'ouvrage.

Votre rôle n'est cependant pas réduit à celui d'observateurs du dispositif de concertation. **Vous êtes le prescripteur des modalités de la concertation** : charge au maître d'ouvrage (MO) de suivre vos prescriptions ou non. Vous n'êtes pas responsables des choix du maître d'ouvrage mais de la qualité de vos prescriptions et de la transparence sur leur prise en compte.

Votre analyse précise du contexte, de la nature des enjeux et des publics spécifiques vous sera d'une grande aide. **Il est important que vous puissiez aller à la rencontre de tous les acteurs concernés afin d'identifier avec précision les thématiques et les enjeux souhaitables de soumettre à la concertation.** La qualité de vos préconisations dépend de la qualité et du temps consacré à cette étude de contexte.

À compter de votre nomination et jusqu'au démarrage du processus de concertation, il vous appartient d'accompagner et de guider le MO dans l'élaboration du dossier de concertation afin qu'il respecte le droit à l'information du public, c'est-à-dire les principes d'accessibilité, de transparence, de clarté et de complétude des informations mises à disposition du public.

L'article L.121-16 du Code de l'environnement dispose que le public doit être informé des modalités et de la durée de la concertation par voie dématérialisée et par voie d'affichage sur le ou les lieux concerné(s) par la concertation au minimum 15 jours avant le début de cette dernière. Il vous appartient de veiller au respect de ce délai nécessaire pour que le public puisse se préparer à la concertation, à la pertinence du choix des lieux et espaces de publication afin que le public le plus large et diversifié soit informé de la démarche de concertation. **Ces dispositions légales sont un socle minimal à respecter.**

S'agissant spécifiquement du plan dont vous garantissez la concertation, j'attire votre attention sur le fait le projet à l'origine de la modification du SAR, une nouvelle Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND), en remplacement de l'actuelle décharge du Maringouin, obsolète et non conforme, a déjà fait l'objet d'une concertation libre réalisée en 2018, les avis recueillis étant majoritairement défavorables. **A ce titre, la CACL a indiqué à la CNDP qu'elle s'associerait à la préparation du dossier de concertation sur la modification du SAR de Guyane et serait présente, aux côtés de la CTG pour répondre aux questions du public sur le projet d'ISDN, dont elle est maître d'ouvrage.**

Par ailleurs, il est important que le Collectivité territoriale de Guyane, malgré la nécessité réglementaire de la construction rapide d'une nouvelle Installation de la nouvelle ISDND, se donne le temps nécessaire, sur la base de vos prescriptions, à la préparation d'une concertation adaptée à la conflictualité latente autour de ce projet d'ISDND.

Enfin, le SCOT et le PLU devront également être mis en compatibilité par la CACL, responsable de ces documents d'urbanisme, pour permettre la réalisation du projet. Vos travaux seront à mener en articulation avec une telle concertation si elle a lieu.

Il s'agit enfin d'élaborer votre **bilan**, dans le mois suivant la fin de la concertation préalable. Ce bilan, dont un canevas vous est transmis par la CNDP, comporte une synthèse des observations et propositions présentées. Il doit également présenter le choix de méthodes participatives retenu par le MO, ses différences avec vos recommandations et sa qualité. Le cas échéant, il mentionne les évolutions du projet qui résultent de ce processus. **Il met l'accent sur la manière dont le MO a pris en compte – ou non – vos prescriptions.** Ce bilan, après avoir fait l'objet d'un échange avec l'équipe de la CNDP, est transmis au MO qui le publie sans délai sur son site ou, s'il n'en dispose pas, sur celui des préfectures concernées par son projet, plan ou programme (art. R.121-23 du CE). Ce bilan est joint au dossier d'enquête publique.

La concertation préalable s'achève avec la **transmission à la CNDP de la réponse faite par le MO** demandes de précisions et aux recommandations contenues dans votre bilan, dans les deux mois suivants la publication de ce dernier (art. R.121-24 CE). Cette réponse écrite à la forme libre doit être transmise à la CNDP, aux services de l'Etat et publiée sur le site internet du MO. Je vous demande d'informer le MO du fait que, dans le cadre de l'article L.121-16-2 du code de l'environnement, il a la possibilité de faire appel à la CNDP pour garantir une participation continue du public entre sa réponse à votre bilan et l'ouverture de l'enquête publique. Cette nouvelle phase de participation se fondera pour partie sur vos recommandations et les engagements du MO.

La CNDP vous confie donc une mission de prescription à l'égard du MO et des parties prenantes afin de veiller aux principes fondamentaux de la participation. Cette **procédure a pour objectif de veiller au respect des droits conférés au public par l'article L120-1 CE en application de la Constitution. La défense de ces droits est placée sous votre garantie, au nom de la CNDP.**

A cet effet, la CNDP vous indemnise et vous défraie. La charge de l'organisation matérielle de la concertation revient au MO.

Relations avec la CNDP :


Il est nécessaire que nous puissions conserver un contact étroit afin que vous nous teniez informés régulièrement du bon déroulement de la concertation (qualité du dossier, définition des modalités de concertation, qualité des réponses apportées, sujets principaux et points de conflit potentiel). La CNDP doit être informée de toute difficulté spécifique qui interrogerait votre mission ou celle de la CNDP. Je vous demande tout particulièrement d'informer mes équipes de la publication par le MO des dates, du site internet et du dossier de la concertation. Le bureau se tient à votre disposition, notamment en cas de difficulté particulière liée à la concertation.

Enfin, de manière à vous permettre la meilleure prise en main de votre mission, votre présence est requise à une journée d'échanges avec la CNDP et d'autres garant.e.s. Cette journée sera l'occasion d'aborder dans le détail les différentes étapes de la concertation que vous allez garantir, et bien sûr, de nous poser toutes vos questions. Nous reviendrons vers vous dans les jours suivants.

Vous remerciant encore pour votre engagement au service de l'intérêt général, je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.

Chantal JOUANNO

Chantal
JOUANNO
chantal.jouanno



Signature numérique
de Chantal JOUANNO
chantal.jouanno
Date : 2022.03.07
14:23:22 +01'00'

ETUDE DE CONTEXTE

ETUDE DE CONTEXTE CONCERTATION PREALABLE RELATIVE AU PROJET DE MODIFICATION DU SCHEMA D'AMENAGEMENT REGIONAL DE LA GUYANE

1- PREAMBULE

La Collectivité Territoriale de Guyane a engagé une procédure de modification du Schéma d'Aménagement Régional (SAR) de Guyane dans le cadre d'un projet d'une Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux (ISDND) sur la commune de Macouria. En effet, le site retenu pour l'installation de cette ISDND l'ayant été postérieurement à l'approbation du SAR, ce dernier n'intègre pas de dispositions permettant la mise en œuvre du projet sur ce site. Il y a donc nécessité de mettre le SAR en compatibilité avec le projet d'ISDND.

Cette mise en compatibilité repose sur une procédure définie par le Code Général des Collectivités Territoriales. A cela, se rajoutent des dispositions prévues à la fois par le Code de l'Urbanisme et le Code de l'Environnement. Notamment, sur la base de l'article L.121-17 du Code de l'Environnement, en tant que personne publique responsable du plan ou programme, le président de la CTG peut prendre l'initiative d'organiser une concertation préalable du public. C'est sur cette base que le Président de la CTG a saisi la CNDP, par courrier en date du 15 février 2022, en vue de demander la désignation d'un garant de la concertation préalable.

La CNDP a d'abord désigné Monsieur MARIEMA Jean-Claude garant de la concertation préalable sur le projet de modification du SAR par décision n° 2022/30 du 2 mars 2022. Puis, par décision n° 2022/49 en date du 27 Avril 2022, la CNDP a désigné Madame Maryse GAUTHIER garant de la concertation préalable aux côtés de Monsieur MARIEMA Jean-Claude.

2- PREPARATION DE LA CONCERTATION PREALABLE

La phase préparatoire de la concertation préalable s'est déroulée sur deux rencontres de travail entre la personne responsable du programme représentée par la Direction de l'Aménagement ayant à sa tête Madame Lise GAMBET.

REUNION du 13 AVRIL 2022 – 14H dans les locaux de la Direction de l'Aménagement sur le Site JEAN MARTIAL Place des Palmiste à CAYENNE. A cette réunion ont été abordés les sujets suivants :

ETUDE DE CONTEXTE

- Les dates et la durée de la concertation
- Le dossier de la concertation
- La publicité de la concertation
- Organisation d'une réunion publique.

Concernant les dates et la durée de la concertation préalable du public, une discussion s'est tenue autour du principe de mise du dossier de concertation à disposition du public. Nous avons mis en avant les dispositions de l'article R 121-19 du Code de l'environnement.

A propos du dossier de concertation, nous observons la non mise à disposition des garants d'un quelconque document. Il s'ensuit que l'avis est diffusé avant que le dossier ne soit mis à la disposition du public. La discussion qui a suivi a permis au maître d'ouvrage de reconsidérer les dates prévues pour la concertation. Contrairement à nos préconisations, le maître d'ouvrage a préféré prolonger la durée de la concertation plutôt que de reprendre la procédure dans son ensemble.

Nous rappelons la nécessité de faire une communication la plus large possible. Ce qui est acté par le maître d'ouvrage.

Enfin, nous convenons d'une réunion publique à Macouria.

En complément de cette réunion, nous adressons une note récapitulative de nos premières observations. Voir en **annexe 3** copie de la Note n°1 qui fait état de différentes anomalies marquant la préparation de la concertation préalable du public.

Par ailleurs, la CNDP, que nous avons saisie face à ces différentes anomalies, a adressé au président SERVILLE un courrier rappelant les obligations du maître d'ouvrage en la matière. Voir en **annexe 4** copie de ce courrier.

Tous ces échanges ont abouti à fixer une autre réunion de travail avec le maître d'ouvrage. Cette réunion s'est tenue le 19 mai 2022.

REUNION DU 19 MAI 2022 – 9H dans les locaux de Jean Martial à Cayenne. A cette réunion, le dossier nous a été présenté et remis. Il y sera rajouté le bilan de la concertation de 2018.

Une note nous a permis de synthétiser les remarques formulées à l'occasion de cette réunion de travail. Voir en **annexe 5** copie de cette note.

ETUDE DE CONTEXTE

Plus particulièrement, nous avons formulé des remarques quant à la compatibilité du dossier pour une mise à disposition pour le public. Ces remarques sont les suivantes :

Le dossier qui nous a été remis s'articule autour de cinq parties

- 1- Préambule
- 2- Présentation du projet
- 3- Mise en compatibilité des pièces règlementaires du SAR
- 4- Evaluation Environnementale
- 5- Résumé non technique

La principale remarque que nous faisons : ce dossier s'apparente davantage à un dossier d'enquête publique qu'à un dossier de concertation. Les parties 3 – 4 – 5 sont des éléments qui relèvent d'un dossier d'enquête publique.

Par ailleurs, le projet y apparaît comme définitif. On ne voit pas trop sur quoi il peut y avoir une concertation. Ainsi, il apparaît comme un dossier d'information sur ce qui a déjà été décidé

Deuxième remarque qui découle de la première. Il manque une partie explicative sur la concertation. Cette partie explicative apporterait l'information au public pour l'aider à mieux appréhender le rôle qu'il doit jouer et par là-même à mieux participer à la concertation. C'est aussi l'occasion pour le porteur du projet de rappeler :

- Les principes de la concertation.
- Le rôle du public

Le porteur du projet peut aussi présenter ses attentes par rapport à la concertation : le projet évoluera-t-il pour prendre en compte les remarques du public ? A quels enjeux peut répondre ce projet ? Comment y répondre ? etc...

Sur ce point, aucune réponse particulière du maitre d'ouvrage n'a été apportée.

Il nous a, ensuite, été présenté les moyens et modalités de communication en direction du public (flyers, posts radio et audiovisuels...). Dans ce cadre, l'avis a été publié dans les 4 JAL

Le maitre d'ouvrage nous a demandé de parapher des registres intitulés "Registre pour la concertation préalable" qui seront mis à la disposition du public à la mairie concernée et au siège de la CTG. Par ailleurs, La CTG demande si elle devra répondre immédiatement aux questions reçues ou doit-elle attendre une synthèse des Garants ? Nous avons laissé entendre que cela dépendait du type de question.

ETUDE DE CONTEXTE

PIECES MISES A DISPOSITION DU PUBLIC :

- Pièce n°1 - Délibération n°AP-2022-20 du 25 février 2022 : information concernant la procédure de la Modification n°2 du SAR.
- Pièce n°2 - Arrêté n°136 du Président de la CTG en date du 4 avril 2022 actant la mise en œuvre de la Modification n°2 du SAR.
- Pièce n°3 - Délibération n°AP-2022-44 du 27 avril 2022 : définition des modalités de la concertation préalable du public dans le cadre de la procédure de Modification n°2 du SAR.
- Pièce n°4 : avis de concertation préalable.
- Pièce n°5 - La notice explicative de la Modification n°2 du SAR et le bilan de concertation sur le projet d'ISDND sur le territoire de la Communauté d'Agglomération du Centre Littoral réalisée en juin 2018 à l'issue de la concertation préalable.

Nous avons ensuite été destinataires de l'avis de prolongation de la concertation. La rédaction proposée par le maître d'ouvrage nous a conduits à lui adresser une note supplémentaire. Voir en **annexe 6** copie de cette note.

RENCONTRE AVEC LES REPRESENTANTS DU GROUPE SÉCHÉ. Ce Groupe dispose de 50 sites en France et est un acteur de l'économie circulaire et de la gestion des déchets des entreprises et des collectivités. Séché Environnement propose des solutions de valorisation énergétique des déchets dangereux et non dangereux.

Nous avons rencontré les représentants du Groupe Séché en Guyane le 21 juin 2022. Ils nous ont exposé leurs projets ; mais aussi leurs réalisations sur l'ouest guyanais. Il propose dans l'ouest guyanais le stockage des déchets avec la Société 2N Environnement.

Aujourd'hui, le Groupe travaille sur 2 projets en Guyane ; L'un à Wayabo. L'autre, à Risquetout. Ce sont des projets qui visent l'installation d'unités de transformation, d'enfouissement des poubelles et de production d'énergie.

Le projet porté par la CACL à Quesnel ouest en vue de remplacer la décharge et celui porté par le Groupe Séché à Wayabo et Risquetout sont considérés comme concurrents car, de l'avis général, il ne pourra y avoir deux projets d'ISDND !

ETUDE DE CONTEXTE

Ces deux projets proposent deux opportunités différentes. L'urgence reste manifeste. Le projet du Groupe Séché semble à un stade plus avancé puisqu'il a fait l'objet d'un dépôt de demande d'autorisation auprès des services instructeurs de l'Etat.

Par ailleurs, il apparait, pour les deux projets, que des réactions hostiles de la part des riverains et de certaines parties prenantes voient le jour.

Bonjour Madame,
Bonjour Monsieur,

Nous accusons réception de la publication et de l'affichage de l'avis relatif à la concertation préalable pour la modification n°2 du SAR. Cependant, en notre qualité de garant de cette concertation préalable, nous souhaitons vous communiquer plusieurs observations :

- 1- Nous notons que vous n'avez pas partagé avec nous les garants, avant publication, le contenu complet de cet avis.
- 2- Nous rappelons, conformément au code de l'environnement (art R121-19), que le dossier du projet « **est** » mis à disposition du public au moment de la publication de l'avis, soit quinze jours avant l'ouverture de la concertation. Aujourd'hui cela n'est toujours pas fait.
- 3- Nous avons attiré votre attention sur la nécessité de nous faire tenir le dossier avant sa mise à disposition au public. Ce partage le plus en amont possible est nécessaire car les Garants doivent veiller à ce que le dossier présente au public l'ensemble des éléments lui permettant de prendre part à la concertation.

Ces éléments constituent des anomalies dans la procédure de mise en oeuvre de la concertation préalable.

Enfin, concernant les outils et actions de la mobilisation du public, nous vous disons à nouveau qu'il est souhaitable de ne pas se cantonner à la simple publication de l'avis dans les quatre journaux d'annonce légale et à son affichage. En effet, nous vous avons fait part de l'intérêt de mettre en oeuvre d'autres modalités d'information et de communication (Ex : spots publicitaires, flyer, ...etc...). L'objectif reste pour nous, garants, de nous assurer d'une meilleure participation du public à la concertation préalable.

Cordialement,

Les Garants Maryse Gauthier et Jean-Claude Mariéma

La présidente

Paris, le 18 mai 2022

Monsieur le Président,

Suite à votre saisine, lors de ses séances plénières du 2 mars et du 6 avril 2022, la Commission nationale du débat public (CNDP) a nommé un garant et une garante pour la concertation préalable, portant sur le projet de modification du Schéma d'Aménagement Régional (SAR) de Guyane, Mme Maryse GAUTHIER et M Jean-Claude MARIEMA.

Comme vous le savez, la Commission nationale du débat public est chargée de garantir le respect du droit individuel à l'information et à la participation sur les projets ou les politiques qui ont un impact sur l'environnement. Il s'agit d'un droit constitutionnel, qui est conféré à chacune et à chacun. Afin de veiller au respect de ces droits, la CNDP nomme des tiers garant.e.s neutres, qui ont pour rôle de garantir au nom de l'institution la qualité des démarches de concertation mises en œuvre par les responsables de projet, ainsi que la bonne application des exigences légales.

La garante et le garant vous ont informé que l'article R121-19 du code de l'environnement précise les conditions d'information préalable, qui sont des exigences minimales de publicité. Notamment, cet article prévoit d'indiquer « l'adresse du site internet sur lequel est publié le dossier soumis à concertation préalable ». L'emploi du présent dans cette disposition impose que le dossier de concertation soit accessible au public dès la publication de l'avis d'information et donc 15 jours avant la date d'ouverture de la participation du public. Considérant que cette obligation de mise à disposition du dossier de concertation n'a pas été respectée dans le cadre de la concertation préalable portant sur le projet de modification du SAR de Guyane, nous vous recommandons de rallonger la durée de la participation pour prévenir tout vice juridique sur votre procédure en cours. La garante et le garant vous feront une proposition de durée et de calendrier, en fonction de la publication effective du dossier d'information.

Comme indiqué dans la lettre de mission des garant.e.s, dont la CTG a été informée et que je joins en annexe, j'attire aussi votre attention sur le fait que les personnes que nous désignons en qualité de garantes sont chargées de veiller à la transparence, la complétude et l'accessibilité des informations mises à disposition du public. Leur rôle est de vous accompagner et de vous guider dans l'élaboration de votre dossier d'information. Or à ce jour, la garante et le garant n'ont pas eu connaissance du dossier de concertation que vous comptez publier, ce qui rend leur mission impossible dans le cas présent.

Je vous remercie, Monsieur le Président, de l'attention que vous porterez à ce courrier et vous prie d'agréer l'expression de ma considération distinguée.

Bien cordialement,



Chantal Jouanno

Monsieur Gabriel Serville
Président de la Collectivité territoriale de Guyane

Bonjour Madame,
Bonjour Monsieur,

Pour donner suite à notre rencontre de ce 19 mai courant dans vos locaux, il en ressort que :

- Dossier de concertation

le dossier de la consultation nous a été présenté et remis au cours de la rencontre de ce jour.
Vous y ajouterez en annexe le bilan de la concertation de 2018

Nos remarques quant à sa compatibilité pour une mise à disposition pour le public sont les suivantes :

Le dossier qui nous a été remis s'articule autour de cinq parties :

- 1- Préambule
- 2- Présentation du projet
- 3- Mise en compatibilité des pièces règlementaires du SAR
- 4- Evaluation Environnementale
- 5- Résumé non technique

La principale remarque : ce dossier s'apparente davantage à un dossier d'enquête publique qu'à un dossier de concertation. Les parties 3 – 4 – 5 sont des éléments qui relèvent d'un dossier d'enquête publique. Par ailleurs, le projet apparaît comme définitif. On ne voit pas trop sur quoi il peut y avoir concertation. Il apparaît comme un dossier d'information sur ce qui a déjà été décidé

Deuxième remarque ; elle découle de la première. Il manque une partie explicative sur la concertation. Cette partie explicative apporterait l'information au public pour l'aider à mieux appréhender le rôle qu'il doit jouer et par là-même à mieux participer à la concertation. C'est donc l'occasion pour le porteur du projet de rappeler :

- Les principes de la concertation.
- Le rôle du public

Le porteur du projet peut aussi présenter ses attentes par rapport à la concertation : le projet évoluera-t-il pour prendre en compte les remarques du public ? A quels enjeux peut répondre ce projet ? Comment y répondre ? etc...

- Délai de mise à disposition

Pour pallier la mise à disposition tardive du dossier, nous avons proposé de reprendre la procédure depuis le début. Mais nous prenons acte de votre décision finale d'opter pour la prolongation de la durée de la concertation de quinze jours pour prendre en compte le délai de mise à disposition du dossier au public.

- Communication

Il nous a été présenté les moyens et modalités de communication en direction du public (flyer, posts en radio et audiovisuels). Nous en prenons acte en attendant de constater leur mise en œuvre.

- Relation avec le public

Sur la demande d'une réponse immédiate ou non aux questions reçues ou si le porteur de projet doit attendre la synthèse des Garants, cela dépend du sujet ou du type de question. Dans tous les cas, si ce n'est pas possible d'avoir une réponse au fil du temps, il est recommandé de faire un retour même avec un simple engagement de réponse à venir.

Nous rappelons que la synthèse des contributions est une partie du bilan de la concertation. La synthèse sera alimentée par la transmission, par le porteur de projet, des contributions. Elle sera rendue publique dans un délai d'un mois après la période de concertation.

Bien cordialement.

Les Garants de la concertation préalable

Maryse GAUTHIER

Jean-Claude MARIEMA

Bonjour madame, bonjour monsieur,

Vous nous avez adressé le projet de délibération relative à la prolongation du délai de la concertation préalable du public dans le cadre de la procédure de modification n°2 du SAR. La lecture de ce projet de délibération appelle de notre part une remarque concernant la rédaction du dernier « Considérant » rédigé ainsi : « *CONSIDERANT qu'il convient de prendre en compte la proposition des garants de prolonger de quinze jours le délai de la concertation préalable fixée initialement du 25 mai 2022 au 1er juillet 2022.* » Cette rédaction met en exergue ce qui serait « **la proposition des garants** de prolonger de quinze jours ... ».

En référence d'une part aux deux notes d'observations que nous vous avons adressées pour faire suite à la publication et affichage de votre avis relatif à la concertation préalable pour la modification n°2 du SAR, et d'autre part à notre retour suite à l'entretien du 19 mai dernier, nous vous rappelons deux choses :

- Nous avons attiré votre attention sur la nécessité, conformément au code de l'environnement (art R121-19), que le dossier du projet soit mis à disposition du public **au moment de la publication de l'avis**, soit quinze jours avant l'ouverture de la concertation. Or, nous avons noté que ce n'était pas le cas au moment de la publication et affichage de l'avis. En notre qualité garants, nous n'avons pas reçu d'exemplaire. Dans une seconde note, confortant la première, nous vous citons les dispositions de l'article R121-19 du Code de l'environnement en précisant que l'objectif de cet article est de permettre au public d'avoir une connaissance du dossier suffisamment tôt (15 jours) pour être mieux préparé à la concertation.
- Pour pallier la mise à disposition tardive du dossier, **nous vous avons proposé**, lors de notre réunion de travail du 19 mai dernier, **de reprendre la procédure depuis le début**. Mais nous avons pris acte de votre décision finale d'opter pour la prolongation de la durée de la concertation de quinze jours pour prendre en compte le délai de mise à disposition du dossier au public.

Dans ce cadre, le dernier « considérant » devra trouver une autre rédaction qui reflète **votre choix** d'opter pour **la prolongation de la durée de la concertation de quinze jours** pour prendre en compte le délai de mise à disposition du dossier au public, tel que rappelé ci-dessus.

Cordialement
Les Garants
Maryse Gauthier
Jean-Claude Mariéma

CONCERTATION PREALABLE DU PUBLIC du 25 mai au 16 juillet 2022 - MODIFICATION n°2 DU SAR

Observations du public transmises sur l'adresse mail spécifique

	Date du courriel	OBSERVATIONS/REMARQUES/PROPOSITIONS
1. Monsieur BONNET Philippe	13.06.22	<p>Je viens par la présente vous signifier mon total désaccord pour la réalisation d'une installation de stockage de déchets sur la commune de Macouria pour les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Présence d'une usine de forage d' eau avec mise en bouteille (DILLO) .- Présence de nombreuses maisons habitées et de terrains pour culture maraîchère avec bassins de rétention d'eau utilisés pour l'arrosage des cultures. <p>Contrairement à ce que vous indiquez il y a réellement un risque de pollution dont la population guyanaise en sera la victime.</p> <p>De plus, la réalité des distances minimum obligatoires et légales entre ces lieux et celui du stockage des déchets est très inférieure à ce que vous indiquez dans votre projet .</p> <p>Je vous remercie de prendre en compte mes remarques et de procéder à l'annulation de ce projet.</p>
2. Monsieur Jean-Claude LE PLAT	15.06.22	<p>Je me prononce contre le changement du SAR qui est une aberration.</p> <p>Transformer une foret domaniale en I S D N D au milieu d'agriculteurs , d'abatis traditionnels et de marais classé en ZNIEFF est irresponsable .</p> <p>L' ISDND dans son fonctionnement normal engendre de la pollution qui touchera par l'air les cultures environnantes y compris celles de risque tout . Elle touchera également les nappes phréatiques donc les puits agricoles , la source DILO qui se situe à 2400 mètres et les marais de Macouria à 250 mètres.</p> <p>L'impact environnemental sera totalement négatif pour la faune et la flore parmi lesquels se trouve de nombreuses espèces protégées , dont deux sur la liste rouge de Washington .</p> <p>Boucher trois sources me parait une idée très dangereuse , rappelez vous le glissement de terrain de Cabassou du à une source obturée .</p> <p>En conclusion l'implantation d'une ISDND à cet endroit est dangereux pour l'environnement , les agriculteurs et les riverains en général , qui , malgré votre déni sont nombreux . En cas d'accident , ce qui arrive fréquemment et en majorité des incendies , les conséquences seront catastrophiques engendrant notamment la pollution des marais de Macouria et ses nombreuses espèces protégées .</p> <p>Propositions:</p> <p>Je pense que l'ISDND doit être implanté dans un autre endroit approprié géologiquement , avec une hydrologie limitée , en dehors de toute habitation et de terres agricoles .</p> <p>A notre époque de réchauffement climatique , l'accent doit être mis sur le tri des déchets , le recyclage et le compostage même en zone urbaine .</p>
3. Madame Julie BOILEAU	15.06.22	<p>Je me prononce CONTRE la modification N°2 du SAR qui semble une aberration compte tenue de la zone concernée et avec pour preuves les lois et l'expérience concernant ces installations.</p> <p>Dénommer une forêt domaniale pour pouvoir installer une ISDND (procédé clairement déconseillé à notre époque par l'Europe et la France) qui plus est en milieu AGRICOLE, d'abatis traditionnels et de marais classés ZNIEFF est IRRESPONSABLE voire CRIMINEL.</p> <p>L'ISDND dans son fonctionnement « normal » engendrerait obligatoirement de la pollution qui touche l'air, les cultures environnantes (Quesnel ET Risque-Tout), l'eau de surface et profonde (nappes phréatiques dont les puits agricoles, DILO qui se situe à 2,4km, les marais de Macouria, etc.</p> <p>L'impact environnemental serait également entièrement négatif pour la faune et la flore présentes sur le site, parmi lesquelles de nombreuses espèces protégées donc deux présentes sur la liste rouge de Washington.</p> <p>Concernant l'eau plus précisément : boucher 3 SOURCES parait une idée très dangereuse à la vue de la situation climatique et des glissements de terrain réguliers en Guyane (cf. CABASSOU 2000..)</p> <p>De plus, en cas d'accident (ce qui arrive fréquemment sur les sites d'ISDND), incendies par exemple, les conséquences seraient dramatiques, catastrophiques pour les riverains, professionnels ou non.</p> <p>En conclusion, l'implantation d'une ISDND à cet endroit rendu possible par la modification du SAR ici proposée, s'avère impossible si les décisions administratives et économiques respectent les agriculteurs, habitants, et l'environnement des guyanais.</p> <p>S'il doit être implanté, malgré son classement passéiste, l'ISDND devrait être implanté dans un endroit approprié, hydrologiquement (cela existe-il en Guyane, 2ème pays d'eau douce au MONDE ?), non habitée, non travaillée, etc.</p> <p>Évidemment, l'accent et les moyens devraient être mis sur le tri des déchets, la pédagogie, le RECYCLAGE, l'autonomie alimentaire, et le compostage MÊME EN ZONE URBAINE ; c'est-à-dire une politique ANTICIPATOIRE concernant le traitement des déchets en Guyane.</p>
4. Madame Annie BOILEAU	17.06.22	<p>Je me prononce CONTRE la modification N°2 du SAR qui semble criminel compte tenue de la zone concernée</p> <p>ce genre de procédé est fortement déconseillé par la plupart des pays sensibles à l'environnement et aux bien êts de ses habitants. Ne détruisez pas la planète svp où ne faisons que passer ..</p>
5.Bran LE PLAT	18.06.22	<p>Bonjour,</p> <p>Je me prononce CONTRE la modification N°2 du SAR qui semble une aberration compte tenu de la zone concernée et avec pour preuves les lois et l'expérience concernant ces installations.</p> <p>Dénommer une forêt domaniale pour pouvoir installer une ISDND (procédé clairement déconseillé à notre époque par l'Europe et la France) qui plus est en milieu AGRICOLE, d'abatis traditionnels et de marais classés ZNIEFF est IRRESPONSABLE voire CRIMINEL.</p> <p>L'ISDND dans son fonctionnement « normal » engendrerait obligatoirement de la pollution qui touche l'air, les cultures environnantes (Quesnel ET Risque-Tout), l'eau de surface et profonde (nappes phréatiques dont les puits agricoles, DILO qui se situe à 2,4km, les marais de Macouria, etc.</p> <p>L'impact environnemental serait également entièrement négatif pour la faune et la flore présentes sur le site, parmi lesquelles de nombreuses espèces protégées donc deux présentes sur la liste rouge de Washington.</p> <p>Concernant l'eau plus précisément : boucher 3 SOURCES parait une idée très dangereuse à la vue de la situation climatique et des glissements de terrain réguliers en Guyane (cf. CABASSOU 2000..)</p> <p>De plus, en cas d'accident (ce qui arrive fréquemment sur les sites d'ISDND), incendies par exemple, les conséquences seraient dramatiques, catastrophiques pour les riverains, professionnels ou non.</p> <p>En conclusion, l'implantation d'une ISDND à cet endroit rendu possible par la modification du SAR ici proposée, s'avère impossible si les décisions administratives et économiques respectent les agriculteurs, habitants, et l'environnement des guyanais.</p> <p>S'il doit être implanté, malgré son classement passéiste, l'ISDND devrait être implanté dans un endroit approprié, hydrologiquement (cela existe-il en Guyane, 2ème pays d'eau douce au MONDE ?), non habitée, non travaillée, etc.</p> <p>Évidemment, l'accent et les moyens devraient être mis sur le tri des déchets, la pédagogie, le RECYCLAGE, l'autonomie alimentaire, et le compostage MÊME EN ZONE URBAINE ; c'est-à-dire une politique ANTICIPATOIRE concernant le traitement des déchets en Guyane.</p>

6. Tiphane SUCCO Habitante Quesnel Ouest Adhérente APEQT	24.06.22	<p>Non disponible le 22/06 je n'ai pu me rendre à la réunion de concertation publique concernant le projet de modification du schéma d'aménagement régional pour l'implantation d'une décharge à Quesnel ouest.</p> <p>Adhérente à l'association Apeqt je m'associe à l'ensemble des points de contestation évoqués par les représentants de l'association.</p> <p>Par ailleurs une décharge est en effet nécessaire en Guyane pour remplacer celle des Maringouins. Toutefois le territoire est vaste et il est donc possible de trouver un lieu à distance de parcelles agricoles et des habitations. Le rapport de la CACL n'évoque pas cela mais des familles résident à proximité immédiate du site proposé et des agriculteurs sont implantés depuis 40 ans. Personne ne souhaite résider à proximité d'une décharge, c'est du bon sens, et personne ne souhaite consommer des produits cultivés à proximité d'une décharge, c'est du bon sens également. Ce n'est pas un parc de loisirs, c'est une décharge où on entpose des déchets...</p> <p>Pour des raisons évidentes de bien être, de santé publique et pour les agriculteurs qui vivent de leur production ce site est inadapté. En termes de santé publique, vivre à proximité d'une décharge implique une exposition chronique à la pollution générée par la décharge et on ne peut garantir un impact à long terme. Il en est de même pour les produits cultivés à proximité qui seraient exposés de façon chronique à cette pollution. Et malgré toutes les précautions prises, et même si on nous explique que cette pollution est minime il n'empêche qu'être exposé sur plusieurs décennies tous les jours à une pollution même faible à de fortes probabilités d'impacter la santé des personnes concernées. Les précautions prises pour garantir l'étanchéité et la non diffusion des polluants dans les sols permettent de diminuer le risque mais ne garantisse pas l'absence de risque et ce d'autant que la pluviométrie est particulièrement importante en Guyane.</p> <p>Encore une fois le territoire est vaste et une alternative plus respectueuse de la population peut être trouvée pour ne pas prendre de risque inutile. Je suis maman d'un enfant de 3 mois et je ne souhaite pas que mon enfant grandisse à proximité d'une décharge et soit exposé dès son plus jeune âge à ce type de pollution.</p>
7.BENCIB Samy	27.06.22	<p>Non disponible le 22/06 je n'ai pu me rendre à la réunion de concertation publique concernant le projet du schéma d'aménagement régional pour l'implantation d'une décharge à Quesnel ouest.</p> <p>Adhérent à l'association Apeqt je m'associe à l'ensemble des points de contestation évoqués par les représentants de l'association.</p> <p>Par ailleurs, une décharge est en effet nécessaire en Guyane pour remplacer celle des Maringouins. Toutefois le territoire est vaste et il est donc possible de trouver un lieu à distance de parcelles agricoles et des habitations. Le rapport de la CACL n'évoque pas cela mais des familles résident à proximité immédiate du site proposé et des agriculteurs sont implantés depuis 40 ans. Personne ne souhaite résider à proximité d'une décharge, c'est du bon sens, et personne ne souhaite consommer des produits cultivés à proximité d'une décharge, c'est du bon sens également. Ce n'est pas un parc de loisirs, c'est une décharge où on entpose des déchets...</p> <p>Pour des raisons évidentes de bien-être, de santé publique et pour les agriculteurs qui vivent de leur production ce site est inadapté. En termes de santé publique, vivre à proximité d'une décharge implique une exposition chronique à la pollution générée par la décharge et on ne peut garantir un impact à long terme. Il en est de même pour les produits cultivés à proximité qui seraient exposés de façon chronique à cette pollution. Et malgré toutes les précautions prises, et même si on nous explique que cette pollution est minime il n'empêche qu'être exposé sur plusieurs décennies tous les jours à une pollution même faible à de fortes probabilités d'impacter la santé des personnes concernées. Les précautions prises pour garantir l'étanchéité et la non diffusion des polluants dans les sols permettent de diminuer le risque mais ne garantissent pas l'absence de risque et ce d'autant que la pluviométrie est particulièrement importante en Guyane.</p> <p>Encore une fois le territoire est vaste et une alternative plus respectueuse de la population peut être trouvée pour ne pas prendre de risque inutile.</p> <p>Je suis papa d'un enfant de 3 mois et je ne souhaite pas que mon enfant grandisse à proximité d'une décharge et soit exposé dès son plus jeune âge à ce type de pollution</p>
8. Rosalie MOCQUARD	28.06.22	<p>En tant que Rosalie MOCQUARD (riverain de Quesnel-ouest, sur RISQUETOUT OUETS , citoyenne, administrée de Macouria, agriculteur, etc...), je dis NON à la modification n°2 du SAR concernant le changement d'appellation "l'Espace Forestier de Développement"(EFD) en "Espace Naturels de Conservation Durable" où se situe la parcelle AT0003, lieu choisi pour l'implantation de l'ISDND de Quesnel-Ouest..</p> <p>NON pour les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cette parcelle est enclavée dans un quartier habité de plus de 500 personnes - Cette parcelle est mitoyenne et distante de 250 mètres de terrains agricoles et exploités depuis le plan vert (1982). - Cette parcelle est entourée de 4 quartiers agricoles que l'ISDND impactera au niveau des eaux, des sols, de l'air : Quesnel-ouest, Trois Rois, Risque Tout ouest, la Césarée. - Cette parcelle ne répond pas aux exigences hydrologiques OBLIGATOIRES pour l' enfouissement des déchets : présence de 3 sources et d'une résurgence des eaux souterraines (mare forestière) - Cette parcelle ne respecte pas le périmètre de sécurité donné par le législateur de 5 kms pour le captage d'eau potable : entreprise DILO à 2 kilomètres. - Cette parcelle se situe en amont et à 250 mètres du bassin hydrographique des marais de Macouria, zone traditionnelle de pêche et directement connecté au littoral. - Cette parcelle est la continuité de la Zone d'Intérêt Faunistique et Floristique de type II de Macouria (ZNIEFF), abritant sur les 112 hectares concernés 426 espèces terrestre de faune et de flore dont 37 protégées, remarquables et rares. (L'étude de la faune aquatique et des eaux de surface n'étant pas communiquée à ce jour). <p>Pour ces raisons ci-dessus citées je propose une révision du choix du site d'implantation de l'ISDND de la Collectivité Territoriale de Guyane, portée par la CACL :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En dehors des zones agricole, - En dehors des zones habitées - Eloignée de la bande côtière du littoral <p>Dans le respect de la population, de la santé publique et des ressources alimentaire</p>
9. Patrice LABARRE	28.06.22	<p>Bonjour, Je me prononce CONTRE la modification N°2 du SAR qui semble une aberration compte tenue de la zone concernée et avec pour preuves les lois et l'expérience concernant ces installations.</p>

10.Cleiton PACHECO COSTA	28.06.22	<p>En tant que Cleiton PACHECO COSTA (riverain de Quesnel-ouest, sur la cesarée , citoyen, administré de Macouria, etc...), je dis NON à la modification n°2 du SAR concernant le changement d'appellation "l'Espace Forestier de Développement"(EFD) en "Espace Naturels de Conservation Durable" où se situe la parcelle AT0003, lieu choisi pour l'implantation de l'ISDND de Quesnel-Ouest..</p> <p>NON pour les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">-Cette parcelle est enclavée dans un quartier habité de plus de 500 personnes-Cette parcelle est mitoyenne et distante de 250 mètres de terrains agricoles et exploités depuis le plan vert (1982).-Cette parcelle est entourée de 4 quartiers agricoles que l'ISDND impactera au niveau des eaux, des sols, de l'air : Quesnel-ouest, Trois Rois, Risque Tout ouest, la Césarée.- Cette parcelle ne répond pas aux exigences hydrologiques OBLIGATOIRES pour l' enfouissement des déchets : présence de 3 sources et d'une résurgence des eaux souterraines (mare forestière)- Cette parcelle ne respecte pas le périmètre de sécurité donné par le législateur de 5 kms pour le captage d'eau potable : entreprise DILO à 2 kilomètres.-Cette parcelle se situe en amont et à 250 mètres du bassin hydrographique des marais de Macouria, zone traditionnelle de pêche et directement connecté au littoral.- Cette parcelle est la continuité de la Zone d'Intérêt Faunistique et Floristique de type II de Macouria (ZNIEFF), abritant sur les 112 hectares concernés 426 espèces terrestre de faune et de flore dont 37 protégées, remarquables et rares. (L'étude de la faune aquatique et des eaux de surface n'étant pas communiquée à ce jour). <p>Pour ces raisons ci-dessus citées je propose une révision du choix du site d'implantation de l'ISDND de la Collectivité Territoriale de Guyane, portée par la CACL :</p> <ul style="list-style-type: none">- En dehors des zones agricole,- En dehors des zones habitées- Eloignée de la bande côtière du littoral <p>Dans le respect de la population, de la santé publique et des ressources alimentaire</p>
11. Association de Protection de l'Environnement de Quesnel Trois Rois	28.06.22	<p>En tant que qu'association de protection de l'environnement de Quesnel Trois Rois et représentant des riverains, nous disons NON à la modification n°2 du SAR concernant le changement d'appellation "l'Espace Forestier de Développement"(EFD) en "Espace Naturels de Conservation Durable" où se situe la parcelle AT0003, lieu choisi pour l'implantation de l'ISDND de Quesnel-Ouest..</p> <p>NON pour les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Cette parcelle est enclavée dans un quartier habité de plus de 500 personnes- Cette parcelle est mitoyenne et distante de 250 mètres de terrains agricoles et exploités depuis le plan vert (1982).- Cette parcelle est entourée de 4 quartiers agricoles que l'ISDND impactera au niveau des eaux, des sols, de l'air : Quesnel-ouest, Trois Rois, Risque Tout ouest, la Césarée.-Cette parcelle ne répond pas aux exigences hydrologiques OBLIGATOIRES pour l' enfouissement des déchets : présence de 3 sources et d'une résurgence des eaux souterraines (mare forestière)- Cette parcelle ne respecte pas le périmètre de sécurité donné par le législateur de 5 kms pour le captage d'eau potable : entreprise DILO à 2 kilomètres.-Cette parcelle se situe en amont et à 250 mètres du bassin hydrographique des marais de Macouria, zone traditionnelle de pêche et directement connecté au littoral.- Cette parcelle est la continuité de la Zone d'Intérêt Faunistique et Floristique de type II de Macouria (ZNIEFF), abritant sur les 112 hectares concernés 426 espèces terrestre de faune et de flore dont 37 protégées, remarquables et rares. (L'étude de la faune aquatique et des eaux de surface n'étant pas communiquée à ce jour). <p>Pour ces raisons ci-dessus citées nous proposons une révision du choix du site d'implantation de l'ISDND de la Collectivité Territoriale de Guyane, portée par la CACL :</p> <ul style="list-style-type: none">- En dehors des zones agricoles-En dehors des zones habitées-Eloignée de la bande côtière du littoral <p>-Dans le respect de la population, de la santé publique et des ressources alimentaire.</p> <p>En espérant cette prise en compte,</p>
12. Anne-Marie PERCEVAUX	28.06.22	<p>En tant qu'agricultrice et citoyenne, je dis NON à la modification n°2 du SAR concernant le changement d'appellation "l'Espace Forestier de Développement"(EFD) en "Espace Naturels de Conservation Durable" où se situe la parcelle AT0003, lieu choisi pour l'implantation de l'ISDND de Quesnel-Ouest..</p> <p>NON pour les raisons suivantes :</p> <p>Cette parcelle est enclavée dans un quartier habité de plus de 500 personnes</p> <p>Cette parcelle est mitoyenne et distante de 250 mètres de terrains agricoles et exploités depuis le plan vert (1982).</p> <p>Cette parcelle est entourée de 4 quartiers agricoles que l'ISDND impactera au niveau des eaux, des sols, de l'air : Quesnel-ouest, Trois Rois, Risque Tout ouest, la Césarée.</p> <p>Cette parcelle ne répond pas aux exigences hydrologiques OBLIGATOIRES pour l' enfouissement des déchets : présence de 3 sources et d'une résurgence des eaux souterraines (mare forestière)</p> <p>Cette parcelle ne respecte pas le périmètre de sécurité donné par le législateur de 5 kms pour le captage d'eau potable : entreprise DILO à 2 kilomètres.</p> <p>Cette parcelle se situe en amont et à 250 mètres du bassin hydrographique des marais de Macouria, zone traditionnelle de pêche et directement connecté au littoral.</p> <p>Cette parcelle est la continuité de la Zone d'Intérêt Faunistique et Floristique de type II de Macouria (ZNIEFF), abritant sur les 112 hectares concernés 426 espèces terrestre de faune et de flore dont 37 protégées, remarquables et rares. (L'étude de la faune aquatique et des eaux de surface n'étant pas communiquée à ce jour).</p> <p>Pour ces raisons ci-dessus citées je propose une révision du choix du site d'implantation de l'ISDND de la Collectivité Territoriale de Guyane, portée par la CACL :</p> <p>En dehors des zones agricole,</p> <p>En dehors des zones habitées</p> <p>Eloignée de la bande côtière du littoral</p> <p>Dans le respect de la population, de la santé publique et des ressources alimentaire.</p>



13. Bran LE PLAT	28.06.22	<p>En tant que Bran LE PLAT (riverain de Quesnel-ouest, citoyen, administré de Macouria, agriculteur, etc...), je dis NON à la modification n°2 du SAR concernant le changement d'appellation "l'Espace Forestier de Développement" (EFD) en "Espace Naturels de Conservation Durable" où se situe la parcelle AT0003, lieu choisi pour l'implantation de l'ISDND de Quesnel-Ouest..</p> <p>NON pour les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Cette parcelle est enclavée dans un quartier habité de plus de 500 personnes- Cette parcelle est mitoyenne et distante de 250 mètres de terrains agricoles et exploités depuis le plan vert (1982).- Cette parcelle est entourée de 4 quartiers agricoles que l'ISDND impactera au niveau des eaux, des sols, de l'air : Quesnel-ouest, Trois Rois, Risque Tout Ouest, la Césarée.- Cette parcelle ne répond pas aux exigences hydrologiques OBLIGATOIRES pour l' enfouissement des déchets : présence de 3 sources et d'une résurgence des eaux souterraines (mare forestière)- Cette parcelle ne respecte pas le périmètre de sécurité donné par le législateur de 5 kms pour le captage d'eau potable : entreprise DILO à 2 kilomètres.- Cette parcelle se situe en amont et à 250 mètres du bassin hydrographique des marais de Macouria, zone traditionnelle de pêche et directement connecté au littoral.- Cette parcelle est la continuité de la Zone d'Intérêt Faunistique et Floristique de type II de Macouria (ZNIEFF), abritant sur les 112 hectares concernés 426 espèces terrestres de faune et de flore dont 37 protégées, remarquables et rares. (L'étude de la faune aquatique et des eaux de surface n'étant pas communiquée à ce jour). <p>Pour ces raisons ci-dessus citées je propose une révision du choix du site d'implantation de l'ISDND de la Collectivité Territoriale de Guyane, portée par la CACL :</p> <ul style="list-style-type: none">- En dehors des zones agricole,- En dehors des zones habitées- Éloignée de la bande côtière du littoral- Dans le respect de la population, de la santé publique et des ressources alimentaires.
14. Carole APOSTA	28.06.22	<p>En tant que citoyenne et habitante à Quesnel-Ouest , je dis NON à la modification n°2 du SAR concernant le changement d'appellation "l'Espace Forestier de Développement"(EFD) en "Espace Naturels de Conservation Durable" où se situe la parcelle AT0003, lieu choisi pour l'implantation de l'ISDND de Quesnel-Ouest..</p> <p>Mes raisons sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Cette parcelle est enclavée dans un quartier habité de plus de 500 personnes- Cette parcelle est mitoyenne et distante de 250 mètres de terrains agricoles et exploités depuis le plan vert (1982).- Cette parcelle est entourée de 4 quartiers agricoles que l'ISDND impactera au niveau des eaux, des sols, de l'air : Quesnel-ouest, Trois Rois, Risque Tout ouest, la Césarée.- Cette parcelle ne répond pas aux exigences hydrologiques OBLIGATOIRES pour l' enfouissement des déchets : présence de 3 sources et d'une résurgence des eaux souterraines (mare forestière)- Cette parcelle ne respecte pas le périmètre de sécurité donné par le législateur de 5 kms pour le captage d'eau potable : entreprise DILO à 2 kilomètres.- Cette parcelle se situe en amont et à 250 mètres du bassin hydrographique des marais de Macouria, zone traditionnelle de pêche et directement connecté au littoral.- Cette parcelle est la continuité de la Zone d'Intérêt Faunistique et Floristique de type II de Macouria (ZNIEFF), abritant sur les 112 hectares concernés 426 espèces terrestre de faune et de flore dont 37 protégées, remarquables et rares. (L'étude de la faune aquatique et des eaux de surface n'étant pas communiquée à ce jour). <p>Pour ces raisons ci-dessus citées nous proposons une révision du choix du site d'implantation de l'ISDND de la Collectivité Territoriale de Guyane, portée par la CACL :</p> <ul style="list-style-type: none">- En dehors des zones agricoles- En dehors des zones habitées- Éloignée de la bande côtière du littoral- Dans le respect de la population, de la santé publique et des ressources alimentaire. <p>En espérant cette prise en compte.</p>
15. Stéphane OZUN	28.06.22	<p>En tant que citoyen et visiteur régulier de « Quesnel ouest »</p> <p>Je dis NON à la modification n°2 du SAR</p> <p>Qui concerne le changement d'appellation de :</p> <p>"l'Espace Forestier de Développement"(EFD)</p> <p>En :</p> <p>"Espace Naturels de Conservation Durable"</p> <p>Où se situe la parcelle AT0003, lieu choisi pour l'implantation de l'ISDND de Quesnel-Ouest..</p> <p>NON pour les raisons suivantes :</p> <p>Cette parcelle est enclavée dans un quartier habité de plus de 500 personnes</p> <p>Cette parcelle est mitoyenne et distante de 250 mètres de terrains agricoles et exploités depuis le plan vert (1982).</p> <p>Cette parcelle est entourée de 4 quartiers agricoles que l'ISDND impactera au niveau des eaux, des sols, de l'air : Quesnel-ouest, Trois Rois, Risque Tout ouest, la Césarée.</p> <p>Cette parcelle ne répond pas aux exigences hydrologiques OBLIGATOIRES pour l'enfouissement des déchets, à savoir :</p> <p>La présence de 3 sources et d'une résurgence des eaux souterraines (mare forestière)</p> <p>Cette parcelle ne respecte pas le périmètre de sécurité donné par le législateur de 5 kms pour le captage d'eau potable :</p> <p>L'entreprise DILO à 2 kilomètres.</p> <p>Cette parcelle se situe en amont et à 250 mètres du bassin hydrographique des marais de Macouria,</p> <p>Zone traditionnelle de pêche et de plus directement connecté au littoral.</p> <p>Cette parcelle est la continuité de la Zone d'Intérêt Faunistique et Floristique de type II de Macouria (ZNIEFF), abritant sur les 112 hectares concernés 426 espèces terrestre de faune et de flore dont 37 protégées, remarquables et rares. (L'étude de la faune aquatique et des eaux de surface n'étant pas communiquée à ce jour).</p> <p>Pour ces raisons citées je propose une révision du choix du site d'implantation de l'ISDND de la Collectivité Territoriale de Guyane, portée par la CACL pour qu'elle soit :</p> <p>En dehors des zones agricole et des zones habitées</p> <p>Eloignée de la bande côtière du littoral, sans déversement naturelle dans un bassin hydrographique</p> <p>Dans le respect de la population, de la santé publique et des ressources alimentaires et naturelles.</p>

16. Valérie NOUEN	28.06.22	<p>Je suis Valérie Nouen, agricultrice à la Césarée, le Val'ranch, l'un des élevages qui livre le plus de viande aux bouchers de Cayenne et Kourou.</p> <p>En tant que agricultrice à la Césarée, Macouria, avec mes pâturage en bord de marais, et donc exposés aux éventuelles polutions du site de l'Isdnd, je dis NON à la modification n°2 du SAR concernant le changement d'appellation "l'Espace Forestier de Développement"(EFD) en "Espace Naturels de Conservation Durable" où se situe la parcelle AT0003, lieu choisi pour l'implantation de l'ISDND de Quesnel-Ouest..</p> <p>NON pour les raisons suivantes :</p> <p>Cette parcelle est enclavée dans un quartier habité de plus de 500 personnes</p> <p>Cette parcelle est mitoyenne et distante de 250 mètres de terrains agricoles et exploités depuis le plan vert (1982).</p> <p>Cette parcelle est entourée de 4 quartiers agricoles que l'ISDND impactera au niveau des eaux, des sols, de l'air : Quesnel-ouest, Trois Rois, Risque Tout ouest, la Césarée.</p> <p>Cette parcelle ne répond pas aux exigences hydrologiques OBLIGATOIRES pour l' enfouissement des déchets : présence de 3 sources et d'une résurgence des eaux souterraines (mare forestière)</p> <p>Cette parcelle ne respecte pas le périmètre de sécurité donné par le législateur de 5 kms pour le captage d'eau potable : entreprise DILO à 2 kilomètres.</p> <p>Cette parcelle se situe en amont et à 250 mètres du bassin hydrographique des marais de Macouria, zone traditionnelle de pêche et directement connecté au littoral.</p> <p>Cette parcelle est la continuité de la Zone d'Intérêt Faunistique et Floristique de type II de Macouria (ZNIEFF), abritant sur les 112 hectares concernés 426 espèces terrestre de faune et de flore dont 37 protégées, remarquables et rares. (L'étude de la faune aquatique et des eaux de surface n'étant pas communiquée à ce jour).</p> <p>Pour ces raisons ci-dessus citées je propose une révision du choix du site d'implantation de l'ISDND de la Collectivité Territoriale de Guyane, portée par la CACL :</p> <p>En dehors des zones agricole,</p> <p>En dehors des zones habitées</p> <p>Eloignée de la bande côtière du littoral</p> <p>Dans le respect de la population, de la santé publique et des ressources alimentaire.</p>
17. Bettie BAUDRIMONT	28.06.22	<p>je suis agricultrice à la savane Césaree</p> <p>En tant que agricultrice, je dis NON à la modification n°2 du SAR concernant le changement d'appellation "l'Espace Forestier de Développement"(EFD) en "Espace Naturels de Conservation Durable" où se situe la parcelle AT0003, lieu choisi pour l'implantation de l'ISDND de Quesnel-Ouest..</p> <p>NON pour les raisons suivantes :</p> <p>Cette parcelle est enclavée dans un quartier habité de plus de 500 personnes</p> <p>Cette parcelle est mitoyenne et distante de 250 mètres de terrains agricoles et exploités depuis le plan vert (1982).</p> <p>Cette parcelle est entourée de 4 quartiers agricoles que l'ISDND impactera au niveau des eaux, des sols, de l'air : Quesnel-ouest, Trois Rois, Risque Tout ouest, la Césarée.</p> <p>Cette parcelle ne répond pas aux exigences hydrologiques OBLIGATOIRES pour l' enfouissement des déchets : présence de 3 sources et d'une résurgence des eaux souterraines (mare forestière)</p> <p>Cette parcelle ne respecte pas le périmètre de sécurité donné par le législateur de 5 kms pour le captage d'eau potable : entreprise DILO à 2 kilomètres.</p> <p>Cette parcelle se situe en amont et à 250 mètres du bassin hydrographique des marais de Macouria, zone traditionnelle de pêche et directement connecté au littoral.</p> <p>Cette parcelle est la continuité de la Zone d'Intérêt Faunistique et Floristique de type II de Macouria (ZNIEFF), abritant sur les 112 hectares concernés 426 espèces terrestre de faune et de flore dont 37 protégées, remarquables et rares. (L'étude de la faune aquatique et des eaux de surface n'étant pas communiquée à ce jour).</p> <p>Pour ces raisons ci-dessus citées je propose une révision du choix du site d'implantation de l'ISDND de la Collectivité Territoriale de Guyane, portée par la CACL :</p> <p>En dehors des zones agricole,</p> <p>En dehors des zones habitées</p> <p>Eloignée de la bande côtière du littoral</p> <p>Dans le respect de la population, de la santé publique et des ressources alimentaire.</p>
18.K. ABIDOS	28.06.22	<p>En tant qu'agriculteur pluriactif et résident depuis 1976 à risque tout Est, je dis NON à la modification n°2 du SAR concernant le changement d'appellation "l'Espace Forestier de Développement"(EFD) en "Espace Naturels de Conservation Durable" où se situe la parcelle AT0003, lieu choisi pour l'implantation de l'ISDND de Quesnel-Ouest..</p> <p>NON pour les raisons suivantes :</p> <p>Cette parcelle est enclavée dans un quartier habité de plus de 500 personnes</p> <p>Cette parcelle est mitoyenne et distante de 250 mètres de terrains agricoles et exploités depuis le plan vert (1975).</p> <p>Cette parcelle est entourée de 4 quartiers agricoles que l'ISDND impactera au niveau des eaux, des sols, de l'air : Quesnel-ouest, Trois Rois, Risque Tout ouest, la Césarée risque tout Est .</p> <p>Cette parcelle ne répond pas aux exigences hydrologiques OBLIGATOIRES pour l' enfouissement des déchets : présence de 3 sources et d'une résurgence des eaux souterraines (mare forestière)</p> <p>Cette parcelle ne respecte pas le périmètre de sécurité donné par le législateur de 5 kms pour le captage d'eau potable : entreprise DILO à 2 kilomètres.</p> <p>Cette parcelle se situe en amont et à 250 mètres du bassin hydrographique des marais de Macouria, zone traditionnelle de pêche et directement connecté au littoral.</p> <p>Cette parcelle est la continuité de la Zone d'Intérêt Faunistique et Floristique de type II de Macouria (ZNIEFF), abritant sur les 112 hectares concernés 426 espèces terrestre de faune et de flore dont 37 protégées, remarquables et rares. (L'étude de la faune aquatique et des eaux de surface n'étant pas communiquée à ce jour).</p> <p>Pour ces raisons ci-dessus citées je propose une révision du choix du site d'implantation de l'ISDND de la Collectivité Territoriale de Guyane, portée par la CACL :</p> <p>En dehors des zones agricole,</p> <p>En dehors des zones habitées</p> <p>Eloignée de la bande côtière du littoral</p> <p>Dans le respect de la population, de la santé publique et des ressources alimentaire.</p>

19. Guillaume LEIGNEL	28.06.22	<p>Je suis Guillaume Leignel, agriculteur à la Césarée, j'éleve des bovins pour livrer aux Boucher de Cayenne.</p> <p>En tant que agriculteur à la Césarée, Macouria, avec mes pâturage en bord de marais, et donc exposés aux éventuelles polutions du site de l'Isdnd, je dis NON à la modification n°2 du SAR concernant le changement d'appellation "l'Espace Forestier de Développement"(EFD) en "Espace Naturels de Conservation Durable" où se situe la parcelle AT0003, lieu choisi pour l'implantation de l'ISDND de Quesnel-Ouest..</p> <p>NON pour les raisons suivantes :</p> <p>Cette parcelle est enclavée dans un quartier habité de plus de 500 personnes</p> <p>Cette parcelle est mitoyenne et distante de 250 mètres de terrains agricoles et exploités depuis le plan vert (1982).</p> <p>Cette parcelle est entourée de 4 quartiers agricoles que l'ISDND impactera au niveau des eaux, des sols, de l'air : Quesnel-ouest, Trois Rois, Risque Tout ouest, la Césarée.</p> <p>Cette parcelle ne répond pas aux exigences hydrologiques OBLIGATOIRES pour l' enfouissement des déchets : présence de 3 sources et d'une résurgence des eaux souterraines (mare forestière)</p> <p>Cette parcelle ne respecte pas le périmètre de sécurité donné par le législateur de 5 kms pour le captage d'eau potable : entreprise DILO à 2 kilomètres.</p> <p>Cette parcelle se situe en amont et à 250 mètres du bassin hydrographique des marais de Macouria, zone traditionnelle de pêche et directement connecté au littoral.</p> <p>Cette parcelle est la continuité de la Zone d'Intérêt Faunistique et Floristique de type II de Macouria (ZNIEFF), abritant sur les 112 hectares concernés 426 espèces terrestre de faune et de flore dont 37 protégées, remarquables et rares. (L'étude de la faune aquatique et des eaux de surface n'étant pas communiquée à ce jour).</p> <p>Pour ces raisons ci-dessus citées je propose une révision du choix du site d'implantation de l'ISDND de la Collectivité Territoriale de Guyane, portée par la CACL :</p> <p>En dehors des zones agricole,</p> <p>En dehors des zones habitées</p> <p>Eloignée de la bande côtière du littoral</p> <p>Dans le respect de la population, de la santé publique et des ressources alimentaire.</p>
20. Tiphaine LEPLAT	29.06.22	<p>En tant que riverain de Quesnel-OUEST, je dis NON à la modification n°2 du SAR concernant le changement d'appellation "l'Espace Forestier de Développement"(EFD) en "Espace Naturels de Conservation Durable" où se situe la parcelle AT0003, lieu choisi pour l'implantation de l'ISDND de Quesnel-Ouest.</p> <p>Je dis non pour les raisons suivantes :</p> <p>La parcelle est entourée de terrain agricole exploité depuis 1982 et d'habitation.</p> <p>4 quartiers agricole que l'ISDND impactera au niveau des eaux des sols de l'air : Quesnel-ouest, Trois rois, Risque tout ouest et la Césarée.</p> <p>Ayant un forage la nappe phréatique sera elle aussi impacté et je ne pourrais donc plus utiliser cette eau pour boire, cuisiner ou me laver.</p> <p>Cette parcelle ne répond pas aux exigences hydrologiques OBLIGATOIRES pour l'enfouissement des déchets : présence de 3 sources et d'une résurgence des eaux souterraines (mare forestière)</p> <p>Cette parcelle ne respecte pas le périmètre de sécurité donné par le législateur de 5 kms pour le captage d'eau potable : entreprise DILO à 2 kilomètres.</p> <p>Cette parcelle se situe en amont et à 250 mètres du bassin hydrographique des marais de Macouria, zone traditionnelle de pêche et directement connecté au littoral.</p> <p>Cette parcelle est la continuité de la Zone d'Intérêt Faunistique et Floristique de type II de Macouria (ZNIEFF), abritant sur les 112 hectares concernés 426 espèces terrestre de faune et de flore dont 37 protégées, remarquables et rares. (L'étude de la faune aquatique et des eaux de surface n'étant pas communiquée à ce jour).</p> <p>Les balades en forêt à proximité avec mon cheval ou en vélo ou à pied ne sera plus possible.</p> <p>Pour ces raisons ci-dessus citées je propose une révision du choix du site d'implantation de l'ISDND de la Collectivité Territoriale de Guyane, portée par la CACL :</p> <p>En dehors des zones agricole,</p> <p>En dehors des zones habitées</p> <p>Eloignée de la bande côtière du littoral</p> <p>Dans le respect de la population, de la santé publique et des ressources alimentaire.</p>

21. Lison LACOURT	29.06.22	<p>Je vous écris aujourd'hui en tant que riveraine de Quesnel-ouest, pour dire NON à la modification n°2 du SAR concernant le changement d'appellation Espace Forestier de Développement (EFD) en Espace Naturels de Conservation Durable où se situe la parcelle AT0003, lieu choisi pour l'implantation de l'ISDND de Quesnel-Ouest..</p> <p>NON pour les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Cette parcelle est enclavée dans un quartier habité de plus de 500 personnes- Cette parcelle est mitoyenne et distante de 250 mètres de terrains agricoles et exploités depuis le plan vert (1982).- Cette parcelle est entourée de 4 quartiers agricoles que l'ISDND impactera au niveau des eaux, des sols, de l'air : Quesnel-ouest, Trois Rois, Risque Tout ouest, la Césarée.- Cette parcelle ne répond pas aux exigences hydrologiques OBLIGATOIRES pour l'enfouissement des déchets : présence de 3 sources et d'une résurgence des eaux souterraines (mare forestière)- Cette parcelle ne respecte pas le périmètre de sécurité donné par le législateur de 5 kms pour le captage d'eau potable : entreprise DILO à 2 kilomètres.- Cette parcelle se situe en amont et à 250 mètres du bassin hydrographique des marais de Macouria, zone traditionnelle de pêche et directement connecté au littoral.- Cette parcelle est la continuité de la Zone d'Intérêt Faunistique et Floristique de type II de Macouria (ZNIEFF), abritant sur les 112 hectares concernés 426 espèces terrestre de faune et de flore dont 37 protégées, remarquables et rares. (L'étude de la faune aquatique et des eaux de surface n'étant pas communiquée à ce jour). <p>Pour ces raisons ci-dessus citées je propose une révision du choix du site d'implantation de l'ISDND de la Collectivité Territoriale de Guyane, portée par la CACL :</p> <ul style="list-style-type: none">- En dehors des zones agricole,- En dehors des zones habitées- Eloignée de la bande côtière du littoral- Dans le respect de la population, de la santé publique et des ressources alimentaire. <p>Nous sommes beaucoup à être choqués par l'incohérence du projet et la bêtise quand au choix géographique d'implantation de la décharge.</p> <p>En espérant que nos voix seront entendues.</p>
22. Jean-François JOFFRE agriculteur	29.06.22	<p>Merci de prendre connaissance de mon opposition justifiée au nouveau projet de modification du SAR concernant la zone de Quesnel Ouest. Il est révoltant de constater le manque de réflexion qui aboutit à des projets abberants comme ces 2 projets de décharge en pleine zone agricole, Wayabo et Quesnel !!!</p> <p>Je suis opposé à la modification du Schéma d'Aménagement Régional devant permettre l'installation de la ISDND de Quesnel ouest.</p> <p>En tant qu'agriculteur installé à MACOURIA depuis 1993, je dis NON à la modification n°2 du SAR concernant le changement d'appellation "l'Espace Forestier de Développement"(EFD) en "Espace Naturels de Conservation Durable" où se situe la parcelle AT0003, lieu choisi pour l'implantation de l'ISDND de Quesnel-Ouest..</p> <p>NON pour les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Cette parcelle est enclavée dans un quartier habité par plus de 500 personnes (adultes actifs, seniors, enfants et animaux domestiques) qui empruntent quotidiennement les voies d'accès qui seraient utilisées.- Cette parcelle est mitoyenne et distante de 250 mètres de terrains agricoles exploités depuis le plan vert (1982).- Cette parcelle est entourée de 4 quartiers agricoles que l'ISDND impactera au niveau des eaux, des sols, de l'air : Quesnel-ouest, Trois Rois, Risque Tout ouest, la Césarée.- Cette parcelle ne répond pas aux exigences hydrologiques OBLIGATOIRES pour l'enfouissement des déchets : présence de 3 sources et d'une résurgence des eaux souterraines (mare forestière)- Cette parcelle ne respecte pas le périmètre de sécurité donné par le législateur de 5 kms pour le captage d'eau potable : entreprise DILO à 2 kilomètres.- Cette parcelle se situe en amont et à 250 mètres du bassin hydrographique des marais de Macouria, zone traditionnelle de pêche et directement connecté au littoral.- Cette parcelle est la continuité de la Zone d'Intérêt Faunistique et Floristique de type II de Macouria (ZNIEFF), abritant sur les 112 hectares concernés 426 espèces terrestre de faune et de flore dont 37 protégées, remarquables et rares. (L'étude de la faune aquatique et des eaux de surface n'étant pas communiquée à ce jour). <p>Pour ces raisons ci-dessus citées je propose une révision du choix du site d'implantation de l'ISDND de la Collectivité Territoriale de Guyane, portée par la CACL :</p> <ul style="list-style-type: none">- En dehors des zones agricoles,- En dehors des zones habitées,- Eloignée de la bande côtière du littoral,- Dans le respect de la population, de la santé publique et des ressources alimentaires.

23. Hoël LE PLAT	30.06.22	<p>En tant que ... (riverain de Quesnel-ouest, citoyen, administré de Macouria, agriculteur, etc...), je dis NON à la modification n°2 du SAR concernant le changement d'appellation "Espace Forestier de Développement" (EFD) en "Espace Naturels de Conservation Durable" où se situe la parcelle AT0003, lieu choisi pour l'implantation de l'ISDND de Quesnel-Ouest. NON pour les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cette parcelle est enclavée dans un quartier habité de plus de 500 personnes - Cette parcelle est mitoyenne et distante de 250 mètres de terrains agricoles et exploités depuis le plan vert (1982). - Cette parcelle est entourée de 4 quartiers agricoles que l'ISDND impactera au niveau des eaux, des sols, de l'air : Quesnel-ouest, Trois Rois, Risque Tout Ouest, la Césarée. - Cette parcelle ne répond pas aux exigences hydrologiques OBLIGATOIRES pour l'enfouissement des déchets : présence de 3 sources et d'une résurgence des eaux souterraines (mare forestière) - Cette parcelle ne respecte pas le périmètre de sécurité donné par le législateur de 5 km pour le captage d'eau potable : entreprise DILO à 2 kilomètres. - Cette parcelle se situe en amont et à 250 mètres du bassin hydrographique des marais de Macouria, zone traditionnelle de pêche et directement connecté au littoral. - Cette parcelle est la continuité de la Zone d'Intérêt Faunistique et Floristique de type II de Macouria (ZNIEFF), abritant sur les 112 hectares concernés 426 espèces terrestre de faune et de flore dont 37 protégées, remarquables et rares. (L'étude de la faune aquatique et des eaux de surface n'étant pas communiquée à ce jour). <p>Pour ces raisons ci-dessus citées je propose une révision du choix du site d'implantation de l'ISDND de la Collectivité Territoriale de Guyane, portée par la CACL :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En dehors des zones agricole, - En dehors des zones habitées - Eloignée de la bande côtière du littoral - Dans le respect de la population, de la santé publique et des ressources alimentaires.
24. GONESH Albert	04.07.22	<p>Je suis contre cette modification car cela vas déranger, voire arrêter mon activité professionnelle d'agriculteur car cette installation industrielle de stockage des déchets vas provoquer par son fonctionnement des pollutions de l'air, de la terre et de l'eau.</p> <p>Je ne pourrais donc plus produire une agriculture saine.</p> <p>Je pense aussi à toute cette zone agricole qui sera impactée : Risque tout, Trois Rois, La Césarée.</p> <p>Il y a déjà peu d'espace agricole, le foncier agricole manque, et ce projet d'ISDND à Quesnel vas freiner notre activité ainsi que toute cette zone.</p> <p>Quel sera l'avenir pour les agriculteurs si vous faites ça ?</p> <p>Quel sera l'avenir pour ma famille et les générations futures ?</p> <p>Au delà de ma propre exploitation une minime fuite entrainera la pollution des marécages de Macouria, des mangroves, des criques, du littoral jusqu'à la mer.</p> <p>Avec un tel projet vous allez détruire quantité d'espèces de flore et de faune exceptionnelle, des espèces endémiques, rares et protégées par la convention de Washington.</p> <p>Cette zone ZNIEFF et ses abords n'a pas été modifiée pour installer des agriculteurs et maintenant vous nous demander de la changer pour installer votre industrie. C'est INADMISSIBLE.</p> <p>L'impact sera nocif sur les entreprises environnantes, le ZOO de Guyane, l'usine de transformation de wassaï "YANA WASSAÏ", une base ULM, l'usine d'embouteillage DILO (seule eau de Guyane qui sera à terme polluée).</p> <p>MERCI pour ce "coup de pouce" au développement de la GUYANE.</p> <p>Lors de votre réunion du 22.06.2022, à Macouria vous avez été incapable de me répondre sur les effets d'une telle installation sur la santé des hommes habitants autour ou consommant les produits agricoles produit pour les Guyanais et Guyanaises dans ce secteur.</p> <p>Un tel projet est INTERDIT en FRANCE et pourquoi on peu le faire en Guyane ?</p> <p>Les accidents sont avérés dans tous ces dispositifs, pourquoi vous prenez le risque de la faire ICI, en MILIEU AGRICOLE ?</p> <p>Faisant partie du monde agricole je dis NON à l'ISDND à QUESNEL de la CTG porté par la CACL</p> <p>NON A LA MODIFICATION N°2 du SAR</p>

25. ANDRE Stéphane	07.07.22	<p>Pourquoi je suis contre la modification n°2 du SAR :</p> <p>Étant agriculteur je suis contre le risque réel de pollution des eaux (criques , marécage) de tout macouria et ces environs ce qui entraînerait une disparition totale de l'agriculture et l'élevage à macouria.</p> <p>De plus mon terrain se situe à à peine 200m du futur projet de l'ISDND , ce qui entraînera une disparition totale de mon exploitation ainsi que celle de mes voisins rien que par l'émanation des polluants des casiers.</p> <p>Que feront nous après sans travail ? de quoi allons nous vivre ?</p> <p>je le dis clairement ce sera la fin de l'agriculture à macouria et de ces environs.</p> <p>Je pense qu'il y a suffisamment de place en Guyane pour implanter une décharge ailleurs qu'au milieu des terrains agricoles , de plus il y a quelques années le changement du SAR à déjà été proposé par des agriculteurs pour pouvoir développer l'activité et ceci nous a été refusé alors qu' aujourd'hui c'est possible pour votre industrie !</p> <p>L' agriculture est-elle si peu importante pour la détruire à terme par les polluants ?</p> <p>En plus je pense à l'usine d'embouteillage de Dilo qui se trouve à 2km.</p> <p>Personnellement je n'aurai plus envie de boire cette eau Guyanaise...</p> <p>Pour ces motifs je fis NON à la modification n °2 du SAR</p> <p>Deuxième mail reçu le même jour:</p> <p>Pourquoi je suis contre la modification n°2 du SAR :</p> <p>Etant agriculteur je suis contre le risque réel de pollution des eaux (criques, marécages), de tout Macouria et ses environs.</p> <p>Ce qui entrainerait une disparition totale de l'agriculture et de l'élevage à Macouria.</p> <p>En plus mon terrain se situe à à peine 200 mètres du futur projet d'ISDND ce qui provoquera la disparition totale de mon exploitation ainsi que celles de mes voisins par l'émanation des polluants des casiers.</p> <p>Que ferons nous après sans travail ?De quoi allons nous vivre ? Je le dis clairement c'est la fin de l'agriculture à Macouria et de ces environs. Je pense qu'il y a suffisamment de place en Guyane, pour implanter une "décharge" ailleurs qu'au milieu des terrains agricoles. De plus il y a quelques années le changement du SAR avait été proposé par les agriculteurs afin de développer l'activité et celui-ci nous a était refusé, alors qu'aujourd'hui c'est possible pour votre projet industriel.</p> <p>L'avenir de l'agriculture est-elle si peu importante ?</p> <p>Je pense à l'usine d'embouteillage "DILLO" qui se trouve à 2 kms, personnellement je n'aurais plus envie de boire cette eau !</p> <p>Pour ces motifs je dis NON à la modification n°2 du SAR</p>																																				
26. PONS Suzana	15.07.22	<div><div><p>La gestion du domaine permanent de l’Etat est confiée à l’ONF en 1967, pour une surface de l’ordre de 2,5 millions d’hectares, à vocation de production et de conservation.</p><p>En 2005 est publiée l’ordonnance n° 2005-867 du 28 juillet 2005 portant actualisation et adaptation du droit domanial, du droit foncier et du droit forestier applicables en Guyane. Le décret n° 2008-667 du 02/07/08 délimite les forêts de l’Etat en Guyane relevant du régime forestier. C’est-à-dire, d’un point de vue réglementaire, la vocation forestière est stricte sur cette zone.</p><p>En 1967, la Guyane comptait 44 392 habitants. Au 1er janvier 2020, la population atteignait 297 100. En 2022, elle est estimée à 319 973 personnes.</p><p>Or la majorité de la population vit sur la bande littorale où se concentrent les activités économiques, les zones de développement agricole et urbain. Afin de respecter le périmètre du domaine public de l’Etat, les EPCI ont de grandes difficultés pour aménager leur territoire en infrastructures dépendant de leurs compétences. C’est le cas de la CACL et de son centre de stockage sur la piste de Risquetout, mais également de la CCDS avec son centre de traitement des déchets le long de la RN1. C’est aussi problématique pour les industriels, par exemple l’installation de centrales solaires.</p><p>Il y a donc une forte pression foncière sur les forêts domaniales qui actuellement est réglée à coups de dérogations. Une preuve supplémentaire, la modification N°2 qui est proposée pour le SAR.</p></div><div><p>Évolution de la population [modifier]</p><table><tr><th>1830</th><th>1845</th><th>1853</th><th>1861</th><th>1876</th><th>1954</th><th>1961</th><th>1967</th><th>1974</th></tr><tr><td>23 747</td><td>19 795</td><td>16 817</td><td>19 959</td><td>18 230</td><td>27 863</td><td>33 505</td><td>44 392</td><td>55 125</td></tr></table><table><tr><th>1982</th><th>1990</th><th>1999</th><th>2006</th><th>2011</th><th>2016</th><th>2019</th><th>-</th><th>-</th></tr><tr><td>73 022</td><td>114 678</td><td>157 213</td><td>205 954</td><td>237 549</td><td>269 352</td><td>281 678</td><td>-</td><td>-</td></tr></table><p>(Sources : Base Insee, population sans doubles comptes à partir de 1962⁷ puis population municipale à partir de 2006⁸.)</p></div><div><p>C’est la raison pour laquelle, il semble opportun de négocier le déplacement du périmètre du DFP de 50 km vers le Sud, dans la zone intermédiaire entre le PAG et le DFP. C’est une forêt non aménagée, Elle est cartographiée en vert clair dans la carte.</p><p>Bien que cela ne fasse pas partie des Accords de Guyane de mars 2017 et requiert la modification d’une ordonnance, c’est-à-dire un texte législatif émanant de l’exécutif, il semble que le moment politique est opportun avec la présence de députés à l’Assemblée Nationale, participant à la Commission des Lois et à celle de l’aménagement du territoire.</p><p>La sortie du périmètre actuel libèrera une zone semi-urbaine pour l’implantation d’infrastructures collectives et industries privées.</p><p>Quant à la bande gagnée, elle pourrait être définie par une nouvelle ordonnance comme une ceinture agricole.</p><p>Attention, la surface du DFP doit se maintenir du même ordre de grandeur car la forêt el le bois constituent un secteur de poids pour l’économie guyanaise. Le Programme Régional Forêt Bois, - approuvé en 2019 et cogéré par la CTG, - indique que la production de bois, actuellement de 70 à 80 000m3 doit passer à 210 000m3 en 2029 afin de fournir le bois d’œuvre et le bois énergie nécessaires à la satisfaction des besoins de la population guyanaise.</p></div></div>	1830	1845	1853	1861	1876	1954	1961	1967	1974	23 747	19 795	16 817	19 959	18 230	27 863	33 505	44 392	55 125	1982	1990	1999	2006	2011	2016	2019	-	-	73 022	114 678	157 213	205 954	237 549	269 352	281 678	-	-
1830	1845	1853	1861	1876	1954	1961	1967	1974																														
23 747	19 795	16 817	19 959	18 230	27 863	33 505	44 392	55 125																														
1982	1990	1999	2006	2011	2016	2019	-	-																														
73 022	114 678	157 213	205 954	237 549	269 352	281 678	-	-																														
27. NATURE GUYANE ENVIRONNEMENT	16.07.22	Courrier en pièce jointe du mail.																																				

PATDDT

DIRECTION AMENAGEMENT

CELLULE PLANIFICATION TERRITORIALE

Affaire suivie par : Géraldine VITULIN
Tél : 05 94 29 56 24
Email : geraldine.vitulin@ctguyane.fr

Le 23 juin 2022

CONCERTATION PRELABLE DU PUBLIC – MODIFICATION n°2 DU SAR

Synthèse de la réunion publique du 22 juin 2022 à Macouria de 16h à 18h30

Une réunion publique s'est tenue le 22 juin 2022 au Théâtre de Macouria dans le cadre de la concertation préalable organisée pour la procédure de modification n°2 du SAR à laquelle 11 personnes ont participé.

Il a été présenté un diaporama avec les points suivants :

- Le SAR : rappel du cadre réglementaire et des objectifs du document
- Le projet d'ISDND
- La nécessaire mise en œuvre d'une procédure de modification du SAR permettant le projet

Cette présentation a été portée par la Collectivité Territoriale de Guyane (Mme Gambet, Directrice de l'Aménagement) et par la CACL (M. Cyrille, directeur de l'Hydraulique et de l'Environnement) accompagné du maître d'œuvre (M. Guyomard – Assistant à Maîtrise d'Ouvrage de la CACL sur le projet d'ISDND).

Synthèses des principaux sujets évoqués et des observations émises par le public

1. Le secteur concerné est Quesnel Ouest et non Est (erreur dans le dossier);
2. La justification du choix du site d'implantation de l'ISND (quelles études réalisées, coûts...) ;
La CACL a présenté l'étude multi-sites, explicité le choix du B 4-3 notamment du fait de sa faible qualité environnementale, (forêt très majoritairement dégradée à la suite de culture de pins Caraïbes par l'ONF dans les années 70). De plus c'est l'un des seuls sites ayant été validé par la Direction Générale de l'Aviation Civile, dérogation à la loi Littoral, emprise du projet, durée d'exploitation.
3. Des fortes inquiétudes exprimées quant à la proximité immédiate de zones agricoles (la Césarée, Risquetout..) et la présence d'abattis au nombre de 105 (de 1 à 2 ha) ;
La CACL a présenté le fonctionnement de l'ISDND, avec un rappel du fonctionnement d'une barrière de sécurité active, d'une barrière de sécurité passive et d'une unité de traitement des lixiviats par osmose inverse.

4. La présence de 3 sources et d'une mare forestière sur le site, ainsi que la proximité d'une ZNIEFF et de la crique Couleuvre. Il a été évoqué des éléments du dossier page 60 et page 61 sur l'assèchement partielle de zones humides, des risques de colmatage des criques et des points d'eaux par l'émission de poussières ;

Sur ce point, il a été précisé qu'il s'agissait des impacts liés à la phase travaux et pour laquelle des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement ont été définies et détaillées dans l'étude d'impact du projet et dont les conclusions sont reprises dans l'évaluation environnementale (page 61 du rapport de modification n°2 du SAR)

5. La flore et la faune, quid des espèces rares et protégées ;

Précision apportée par la CACL : un dossier de demande de dérogation à la destruction d'espèces protégées a été déposé et a reçu l'avis du CSRPN (Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel). Rétrocession de 200 ha au Conservatoire d'Espaces Naturels en compensation de la destruction.

6. La présence de la source d'eau DILO à seulement 2.4km (qui serait insuffisante selon l'intervenante);

7. S'agissant de l'Unité de Valorisation Energétique (UVE) : question de sa localisation et des questions sur les risques de résidus toxiques des déchets issus de cette UVE;

8. La question des nuisances engendrées par le trafic des poids-lourds ;

Evocation de la création de quai de transfert limitant le nombre de poids-lourds sur la route et permettant de mieux contrôler les horaires des allées et venues des PL (quai de transfert qui resterait à Maringouins).

9. La question de la sécurité pour une ISDND (incendie) et du système de protection du sol et du sous-sol ainsi que des risques de pollution des cours d'eau à proximité ;

La CACL a rappelé les mesures prévues (pas d'infiltration possible dans le sol, avant-projet réalisé par un Bureau d'Etudes compétent et contre-expertisé par le BRGM), mesures ERC (Eviter Réduire-Compenser).

Des informations complémentaires ont été données sur la création en cours d'une filière de valorisation des déchets organiques, (projet de méthanisation), limitant l'entrée des matières organiques dans la future installation.

Evocation de la maîtrise des incendies par l'exploitant actuel de l'ISDND des Maringouins, (répondant à la DSP). Extinction des incendies par étouffements du foyer par de la latérite.

10. Les agriculteurs présents à la réunion et le Président du GRAGE, Vice-président de la Chambre d'agriculture ont réaffirmé leur opposition à ce projet.

Le public présent a été informé sur la suite de la procédure liée à la modification n°2 du SAR et en particulier sur la participation par voie électronique du public. Il a également été informé des autres procédures propre au projet d'ISDND (autorisation environnementale, enquête publique...).

La réunion publique a été clôturée à 18h30.

